

1.	PRESENTATION .....	3
2.	RESUME 2013 .....	4
2.1.	Faits marquants principaux .....	4
2.2.	Chiffres clés .....	5
2.3.	Statistiques ISEE .....	6
3.	COMPTE RENDU TECHNIQUE .....	7
3.1.	Evolution des ouvrages .....	7
3.1.1	Gadji .....	7
3.1.2	Ducos .....	7
3.1.3	Mont Dore .....	9
3.2.	Effectifs du service, qualification des agents .....	10
3.2.1	Ponts bascules .....	10
3.2.2	Exploitation DUCOS et MONT DORE .....	11
3.2.1	Exploitation GADJI .....	12
3.2.2	Encadrement et services administratifs .....	13
3.3.	Récapitulation des événements .....	18
3.3.1	Evolution contractuelle .....	18
3.3.2	Evolution réglementaire : tableau de synthèse .....	18
3.3.3	Relations sociales : .....	18
3.3.4	Incidents et faits marquants : .....	19
3.5.	Flux entrant et sortant de déchets .....	22
3.5.1	Tonnages traités par la filière .....	22
3.5.2	Répartition des tonnages par commune SIGN .....	24
3.5.3	Détails par commune .....	27
3.5.4	Détails par site .....	36
3.5.5	Répartition des tonnages SIGN et études statistiques .....	44
3.5.6	Tonnages industriels .....	48
3.5.7	Tonnages répartis par type de traitement .....	50
3.5.8	Tonnages sortants ou valorisés .....	50
3.5.9	Valorisation et filières, perspectives .....	51
3.6.	Compte rendu des contrôles obligatoires .....	53
3.6.1	Gadji .....	53
3.6.2	Gadji (ancien site dit « Gadji Réhab ») .....	53
3.6.3	Ducos .....	53
3.6.4	La Coulée : .....	54
3.6.5	Contrôle des autorités : .....	55
3.7.	Travaux de gros entretien et renouvellement .....	55
4.	COMPTE RENDU FINANCIER .....	56
4.1.	Compte de résultat 2013/2012 .....	56
4.2.	Méthode et éléments de calcul économique .....	57
4.3.	Etat de variation du patrimoine immobilier .....	57
4.4.	Etat du programme d'investissement .....	58
4.5.	Autres dépenses de renouvellement .....	58
4.6.	Inventaire des biens de retour .....	58
4.7.	Comptes prévisionnels d'exploitation .....	59
4.8.	Engagement à incidence financière .....	60

# Rapport annuel d'activité - 2013

4.9.	Etat des recettes accessoires .....	60
5.	BILAN ENVIRONNEMENTAL .....	61
5.1.	Drainage et traitement des lixiviats .....	61
5.2.	Drainage et traitement des biogaz .....	61
5.3.	Consommations .....	62
5.3.1	Eau .....	62
5.3.2	Electricité .....	63
5.3.3	Carburants .....	64
5.3.4	Kilométrage parcouru .....	64
6.	CONDITIONS D'EXECUTION DU SERVICE PUBLIC .....	65
6.1.	Horaires d'accueil du public .....	65
6.2.	Réclamations .....	65
6.3.	Communication .....	66
7.	DISTRIBUTION .....	67
8.	TABLE DES FIGURES .....	68
9.	TABLE DES ILLUSTRATIONS .....	70
10.	ANNEXES .....	71



**Vue a**

## 1. PRESENTATION

Le présent document développe les différentes informations référencées et requises, conformément au contrat de concession de travaux et de service public liant la Calédonienne de Services Publics et le SIGN, complété de ses avenants (article 17.2 notamment, en annexe 1).

Celui-ci est organisé selon le plan présenté en page 1 et reprend les différents aspects contractuels. De plus, il s'appuie sur d'autres documents de référence, notamment pour l'activité du site de Gadji (annexe 2 – Rapport annuel d'activité 2013 – Partie réglementaire – ISD de Gadji - rédigé dans le cadre des obligations réglementaires du site).

Les références des vues et des figures sont reprises en fin de document.



**Vue b**

## 2. RESUME 2013

### 2.1. Faits marquants principaux

Faits Marquants principaux
<b>Travaux</b>
Gadji : Achèvement des travaux de couverture du casier A
Ducos : Réhabilitation de l'ancienne station DLB (unité de dépotage et de prétraitement)
Ducos : Continuité des travaux de construction du nouveau bâtiment d'accueil
Ducos : Achèvement des travaux d'assainissement périphérique de la fosse à boues réhabilitée
Ducos : Ouverture d'une voie d'accès au QAV pour les particuliers
Mont Dore : Mise en service du pont-bascule
<b>Règlementation</b>
Gadji – Porté à connaissance « prise en compte du biogaz dans le dimensionnement de la couverture définitive de l'ISD de Gadji »
Gadji – Dépôt d'un dossier de renouvellement d'agrément en tant qu'opérateur de traitement pour la filière des pneumatiques usagés
Gadji – Arrêté de mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de traitement des pneumatiques usagés
Ducos – Dépôt d'un dossier d'agrément en tant qu'opérateur de traitement pour la filière des DEEE
Ducos – Dépôt d'un dossier de déclaration de l'activité de traitement des DEEE
Mont Dore – Porté à connaissance « création d'un quai supplémentaire »
<b>Contractuel</b>
RAS
<b>Social</b>
RAS
<b>Exploitation – traitement - valorisation</b>
Mise en place des filières de valorisation des papiers (dont JRM) et des cartons
Mise en place de bornes pour les vêtements sur les QAV destinés aux associations caritatives
Mise en service du quai des balayeuses à Ducos
Augmentation des tonnages traités



Fig. a

## 2.2. Chiffres clés

Chiffres clés	
Nombre d'interruptions de service	0
Année prévisionnelle de saturation de l'ISD de Gadjì	2038
Effectifs CSP équivalents temps plein	60,35
Effectifs engagés CSP	62
Nombre d'incidents ayant fait l'objet d'un signalement ICPE	11
Nombre d'incidents non traités	0
Nombre d'incidents ayant eu un impact environnemental	0
Tonnage total traité en 2013	197 572 tonnes
Evolution des tonnages traités / 2012	+5,7%
Tonnage traité pour le compte du SIGN en 2013	81 926 tonnes
Evolution des tonnages traités pour le SIGN / 2012	-0,8%
Déchets traités pour le compte des autres collectivités	4 723 tonnes
Tonnages traités par stockage	91,7%
Volume de lixiviats traité en 2013	7 564 m <sup>3</sup>
Evolutions des paramètres d'analyses réglementaires constatés	2
Evolutions des paramètres d'analyses sous contrôle	1
Evolutions des paramètres d'analyses impactant l'environnement	0
Consommation électrique	427 979 kw/h
Quantité de carburant consommée	141 662 litres
Distance parcourue pour le transfert des déchets	325 796 kms
Nombre de réclamations ayant attiré à l'environnement	1
Nombre d'incidents « clientèle » constatés	71
Consommation d'eau sur le réseau	15 736 m <sup>3</sup>
Consommation d'eau réutilisée	10 000 m <sup>3</sup>
Facturation SIGN 2013	730 128 411 XFP
Provision pour non recouvrement SIGN	73 012 841 XFP
Somme reversée au SIGN au titre des activités industrielles	93 776 403 XFP

Fig. b



## 2.3. Statistiques ISEE

Tonnages traités par la CSP (hors cendres), en tonnes par an, données indicatives ISEE							
2008	147 697	dont	Tonnages ménagers	87 822		OM	48 991
					dont	ENC	27 867
						DV	10 964
			Tonnages industriels	59 875		DND AE	40 490
					dont	DLB	12 603
						DVE	6 782
2009	144 869	dont	Tonnages ménagers	87 660		OM	49 367
					dont	ENC	24 372
						DV	13 921
			Tonnages industriels	57 210		DND AE	39 146
					dont	DLB	14 621
						DVE	3 443
2010	135 888	dont	Tonnages ménagers	79 505		OM	48 720
					dont	ENC	15 342
						DV	15 443
			Tonnages industriels	56 383		DND AE	41 036
					dont	DLB	12 143
						DVE	3 204
2011	150 276	dont	Tonnages ménagers	90 238		OM	53 312
					dont	ENC	17 212
						DV	19 714
			Tonnages industriels	60 038		DND AE	44 941
					dont	DLB	11 561
						DVE	3 536
2012	144 111	dont	Tonnages ménagers	87 135		OM	54 552
					dont	ENC	11 066
						DV	21 517
			Tonnages industriels	56 977		DND AE	42 803
					dont	DLB	11 727
						DVE	2 447
2013	144 597	dont	Tonnages ménagers	86 649		OM	53 870
					dont	ENC	12 645
						DV	20 134
			Tonnages industriels	57 948		DND AE	43 445
					dont	DLB	12 130
						DVE	2 374
		OM	ordures ménagères				
		ENC	encombrants ménagers				
		DV	déchets verts ménagers				
		DND AE	Déchets non dangereux des activités économiques (DIB)				
		DLB	déchets liquides biodégradables (fosses septiques et bacs à graisses).				
		DVE	déchets verts des entreprises				

Fig. c

## 3. COMPTE RENDU TECHNIQUE

### 3.1. Evolution des ouvrages

#### 3.1.1 Gadji

L'ensemble des informations concernant le site de Gadji est reprise dans l'annexe 2, partie 6 « 2013, travaux et faits marquants ». Il est à constater une augmentation des tonnages enfouis pour 2013 liée à l'augmentation des apports de cendres.

Les travaux de couverture du casier A qui avaient débutés en fin d'année 2012 ont été livrés en avril 2013. Le rapport de fin de travaux transmis au SIGN en juillet 2013 est présenté en annexe 3.



L'exploitation était principalement concentrée sur l'alvéole B2 en 2013. Une partie de l'alvéole B1 a été rouverte en octobre 2013 lors du transfert du quai de déchargement sur la partie haute du site.

L'année 2013 a connu la promulgation d'un arrêté de mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de traitement des pneumatiques usagés, il est présenté en annexe 4.

#### 3.1.2 Ducos

Les installations de Ducos sont aujourd'hui abouties en termes de réhabilitation et de transfert de déchets (CTTV et QAV).

Suite aux manquements persistants de la part du fournisseur de l'unité de traitement des déchets liquides biodégradables, il a été décidé de remettre l'ancienne unité de dépotage en fonctionnement dans l'attente d'une nouvelle unité de traitement (boues y compris) en cours d'étude et dont les résultats sont attendus à la mi-2014. Une remise en état de cette ancienne unité afin d'améliorer son fonctionnement ainsi que l'aménagement d'une aire dédiée étanche pour reprise des égouttures et amélioration des conditions de dépotage ont été entrepris. Un rapport de fin de travaux, présenté en annexe 5 reprend le suivi de ces opérations. La mise en service de cette unité réhabilitée est intervenue en janvier 2014.

En marge des travaux de réhabilitation de la fosse à boues dite STAR dont le rapport de fin de travaux était annexé au rapport annuel d'activité 2012, des travaux d'assainissement périphérique avec connexion au réseau public rue Pellatan ont été réalisés et l'aire de récupération des déchets du nettoyage des voiries (dite aire des balayeuses) a été mise en service en avril 2013. L'annexe 6 présente le rapport de fin de travaux de ces aménagements.

L'instruction du dossier de demande de fermeture et de réhabilitation, déposé auprès de la DENV en mars 2012, n'était toujours pas achevée en fin d'année 2013. La DENV nous ayant informé en novembre 2013 de son intention de demander à la CSP la constitution de garanties financières au titre de la post-exploitation.



Le nouveau bâtiment permettant de centraliser les services techniques et clientèle de la CSP à l'entrée du site était toujours en travaux à la fin de l'année 2013. Sa livraison est prévue en août 2014.

Le dossier présenté par la CSP pour la mise en place d'une unité de production d'électricité photovoltaïque afin de valoriser le foncier situé sur le dôme réhabilité, en réponse à un appel à projet émis par le gouvernement de la Nouvelle Calédonie a été retenu. La réalisation de ce projet est envisagée dans le courant du deuxième semestre 2014 pour une mise en production en 2015.

### 3.1.3 Mont Dore

Les travaux engagés dans le cadre de la mise en exploitation du QAV et de la réhabilitation de l'ancien CET ont été terminés en 2012. Un rapport de fin de travaux a été transmis au SIGN et la DENV en avril 2013. L'annexe 7 présente le rapport de fin de travaux. La mise en service du pont-bascule du QAV a eu lieu le 4 février 2013 date à laquelle l'ensemble des ouvrages et des équipements étaient opérationnels.

Un dossier de demande de fermeture et de réhabilitation a été déposé aux services de la DENV le 25 mai 2012, concernant la partie CET de l'installation. Un avis de l'inspection des installations classées a été émis le 26 mars 2014. De même que pour le site de Ducos il est demandé à la CSP de constituer des garanties financières pour la période de post-exploitation de ce site.

Après une invitation lancée auprès du SIGN pour procéder à une inauguration du site en association avec les institutions et les autorités coutumières concernées mais qui a été classée sans suite, la CSP a décidé d'organiser une journée portes ouvertes sur le site le 11 décembre.



Vue 3

## 3.2. Effectifs du service, qualification des agents

Les effectifs présentés ci-dessous sont en nombre de salariés (CDD, CDI, en temps complet ou en temps partiel) hors intérimaires. Il s'agit des chiffres arrêtés au 31 décembre 2013. Une certaine partie des travaux et des manipulations des engins sont sous traités à l'entreprise SAMERTOWN, à qui a été confié le contrat de prestation de services pour les opérations de chargement sur Ducos et de régilage et compactage sur Gadji. Le nombre de contractants pour le transfert des déchets entre Ducos et Gadji est porté à 4, afin d'améliorer la qualité et de garantir la continuité de service, sans que les coûts liés ne soient impactés. Il s'agit d'un personnel de la CSP parti à son compte. La masse salariale de la CSP (hors sous-traitants et non pris en compte la présidence) en équivalent temps plein est estimé au 31 décembre 2013 à 60,35 ETP. A noter un nombre d'emploi induit de 7 personnes minimum en ETP pour les opérations de gardiennage nocturne. De plus du gardiennage diurne a été mis en place 7j/7 à Gadji et pour les weekends et les jours fériés sur les autres sites, des incidents et des incivilités ayant été constatés notamment de la part des usagers (71 incidents clientèle ont été enregistrés et traités en 2013 – le récapitulatif est présenté en annexe 8).

Le nombre de salariés CSP est stable, avec le recrutement d'un cadre commercial affecté à la Province Nord. Engagé en 2012, la mise en place de plannings tournants sur différents postes permettant une montée en compétence des agents ainsi qu'une meilleure organisation du travail se poursuit. De plus, le rapprochement « effectifs réels » (62) et « effectifs ETP » (60,35) montre un taux de salariés en temps complet élevé. L'organisation est présentée dans les sous chapitres ci-dessous, par service, chaque salarié étant repris dans son poste d'affectation.

### 3.2.1 Ponts bascules

Le service « ponts bascules » est lié au secrétaire général. Il est sous la responsabilité d'un agent de maîtrise qui a en charge son organisation et son animation. Il est constitué de 9 agents pont bascule (3 sur Ducos, 3 sur Gadji, 3 sur le Mont-Dore) et de 2 secrétaires, en charge du pont bascule et des tâches administratives afférentes. Un adjoint est attaché au responsable afin de pouvoir couvrir les amplitudes horaires ainsi que la gestion des tâches administratives croissantes (contrôle des pesées, clients...).



Vue 4

## 3.2.2 Exploitation DUCOS et MONT DORE

### 3.2.2.1. Encadrement et services

Un cadre d'exploitation est affecté à ces sites. Il a en charge l'exploitation de tous les sites de la CSP (ISD de Gadji y compris). Lui est rattachée, outre les personnels repris aux points ci-dessous, une secrétaire d'exploitation. Le cadre d'exploitation a par ailleurs sous sa responsabilité la gestion des sous-traitants dédiés (transfert et chargement).

### 3.2.2.2. Transfert

Cette activité regroupe 3 chauffeurs, supervisés par un agent de maîtrise. L'ensemble de ces salariés a en charge le transfert des déchets entre Ducos et Gadji et entre Mont-Dore et Gadji et les mouvements intra site ou vers les sous-traitants et les prestataires de service (entretien...). Ils sont équipés de 2 tracteurs semi-remorques, de 7 remorques à fond mouvant (aussi utilisées par 4 contracteurs), de 2 camions Ampliroll et de 3 remorques Ampliroll (utilisées pour le transfert des bennes). L'agent de maîtrise gère par ailleurs le fonctionnement des sous-traitants transfert.



### 3.2.2.3. Dock de transfert

Cette activité, supervisée par un agent de maîtrise, est constituée d'une équipe comprenant 1 conducteur d'engins polyvalent et de 3 guideurs, dont un polyvalent avec la station DLB, en cas de remplacement. Il a aussi en charge un agent d'entretien de site (nettoyage, espaces verts...). 2 conducteurs d'engin sous-traitant sont affectés aux opérations de chargement.

### 3.2.2.4. Station de traitement des déchets liquides biodégradables

La station est pilotée par deux opérateurs et un agent de maîtrise.

### 3.2.2.5. QAV Ducos

Les salariés liés à cette activité sont au nombre de 3, ces personnels sont placés sous la responsabilité du superviseur « Dock de transfert » (point 3.2.2.3).

### 3.2.2.6. QAV Mont Dore

8 agents sont en poste sur ce site. Ils ont en charge l'accueil des particuliers ainsi que le contrôle des apports. Deux agents sont dédiés à l'activité de broyage des déchets verts. Un agent de maîtrise a sous sa responsabilité la gestion du site et de ses salariés.

## 3.2.1 Exploitation GADJI

### 3.2.1.1. Encadrement

Le cadre d'exploitation a en charge la gestion du site. La gestion de la sous-traitance (9 salariés dédiés) reste de sa responsabilité. Une secrétaire d'exploitation lui est rattachée.

### 3.2.1.2. QAV

3 agents d'entrée sont affectés au QAV. Ils ont en charge l'accueil et la surveillance sur cette entité.

### 3.2.1.3. Stockage

3 agents de guidage, en polyvalence entretien sont chargés de guider les apports sur les quais de déchargement et d'entretenir le périmètre de l'ISD (piquage, ramassage papier, entretien espaces verts).

### 3.2.1.4. Broyage et services

2 agents conducteurs de machine et 2 agents polyvalents sont affectés au broyage des pneus, aux opérations d'entretien routier (terrassament, arrosage...), à la lutte anti odeur (aspersion), aux entretiens d'espaces verts et opérations de nettoyage (ramassage et piquage) non sous traitées.



## 3.2.2 Encadrement et services administratifs

### 3.2.2.1. Direction

L'année 2013 a connu une restructuration au niveau de la Direction. Le poste de Directeur délégué en charge de toute la partie opérationnelle a été scindé en deux postes. La partie technique réglementaire des activités est dévolue au responsable technique et réglementaire (poste nouvellement créé) tandis que le management du personnel est placé sous la responsabilité du responsable d'exploitation. Un poste de chargé du développement et un poste de chargé de mission rattachés à la Direction ont également été créés. Un secrétaire général a pour périmètre la partie administrative. Une secrétaire polyvalente leur est rattachée.

### 3.2.2.2. Comptabilité

Le pool comptable est constitué d'un chef comptable et de 2 comptables et un agent affecté au recouvrement à temps plein.

### 3.2.2.3. Service clientèle

Ce service, mené par un agent de maîtrise et composé de 2 agents d'accueil et de 2 secrétaires commerciales, a en charge l'ouverture et le suivi des comptes clients (SIGN, particuliers et industriels). En lien avec le service pont-bascule, il réalise la facturation et veille sur la bonne marche des formalités administratives (documents, déclaration de déchets...).

### 3.2.2.1. Service commercial

Ce service, récemment créé est composé de deux cadres commerciaux en charge du développement commercial dont un est chargé plus particulièrement du développement des activités de la CSP en Province Nord.

### 3.2.2.2. QHSE / Formation

Un cadre gère la problématique qualité, sécurité, hygiène et environnement. Il intervient de façon transversale sur les activités et les sites. Il a en charge le suivi des incidents, l'organisation des formations QHSE et l'animation de l'évaluation des risques professionnels, conformément aux dispositions du code du travail.

Les ¼ heures sécurité mensuels mis en place en 2012 dans le cadre de l'amélioration de la sécurité des salariés et des conditions de travail se sont poursuivis en 2013.



# Rapport annuel d'activité - 2013

Le tableau suivant reprend les actions menées en 2013 dans ce cadre :

Date	Quart d'heure sécurité	Formation	EvRP	Divers
janvier	Lutte contre le surpoids : information ; intervention de l'ASSNC			
février	Stop aux bruits			mise à disposition de bouchons d'oreilles aux agents
mars	La dengue			distribution individuelle de répulsif pour les moustiques aux agents
avril	Journée Mondiale de la Santé et de la Sécurité au travail			
mai	Les pictogrammes de danger (intervention du SMIT)	Formation geste et posture	Prévention des risques à l'activité physique	
juin	Lutte contre le surpoids : mieux manger/bouger ; intervention de l'ASSNC	Formation geste et posture		distribution de podomètres aux agents
juillet	Dotation et rappel sur le port des EPI			
août	Rappel sur les déchets acceptés/refusés	Formation geste et posture		
septembre	Procédure à suivre en cas d'incendie		Aménagement d'accès sécurisé et de gardes corps sur la cisaille rotative	
octobre	Alcool au volant : intervention de l'association Antinéa KAWKA (prévention routière et aides aux victimes de la route)	Formation SST initiale et recyclage		
novembre	Information sur la procédure de contrôle des permis de conduire	Formation Incendie		
Décembre	Bilan des réunions de l'année	Formation faire face à l'agressivité		

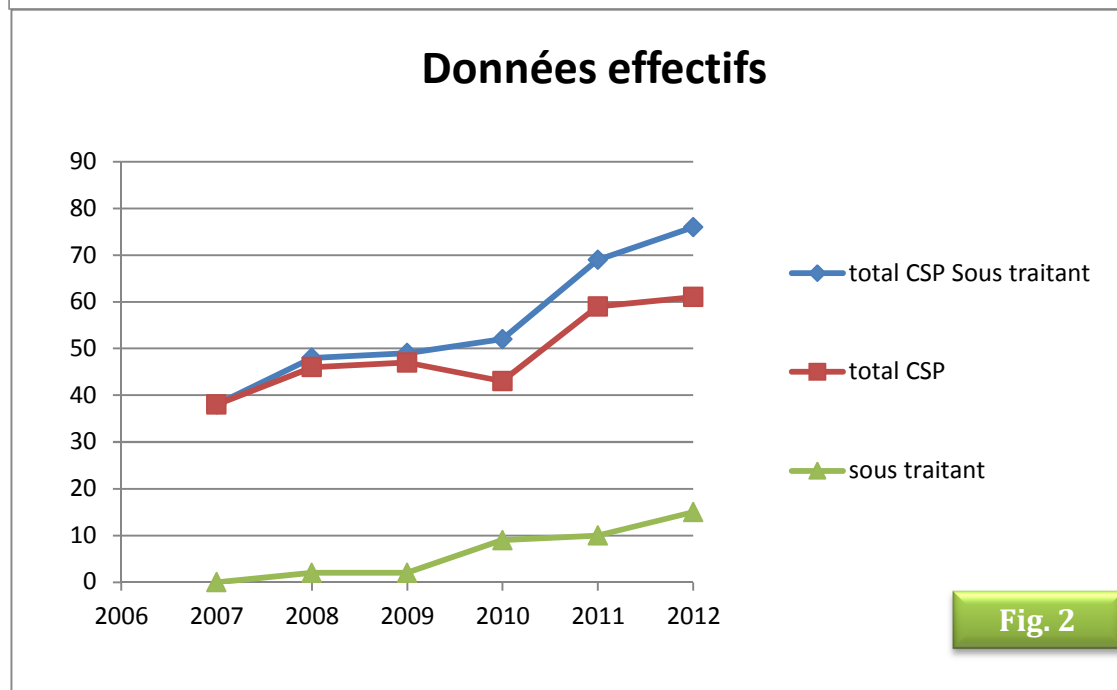
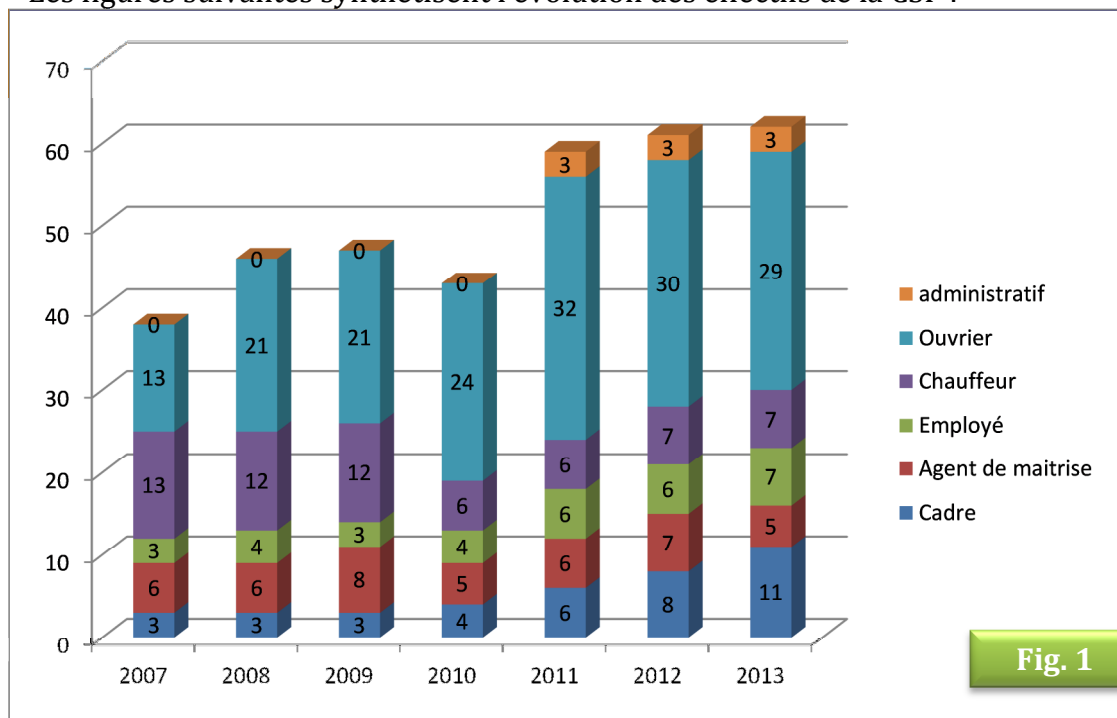
La CSP a signé une convention avec l'Agence de Sécurité Sanitaire de Nouvelle Calédonie concernant la lutte contre le surpoids. Deux interventions ont eu lieu lors des ¼ heures sécurités en janvier et en juin.

De plus la CSP s'est engagée dans une politique de formation continue (interne ou externe) dans le cadre du développement des compétences de son personnel afin d'améliorer le service rendu et fidéliser ses salariés en développant une politique sociale poussée, évitant ainsi une perte de savoir-faire induite par des départs volontaires.

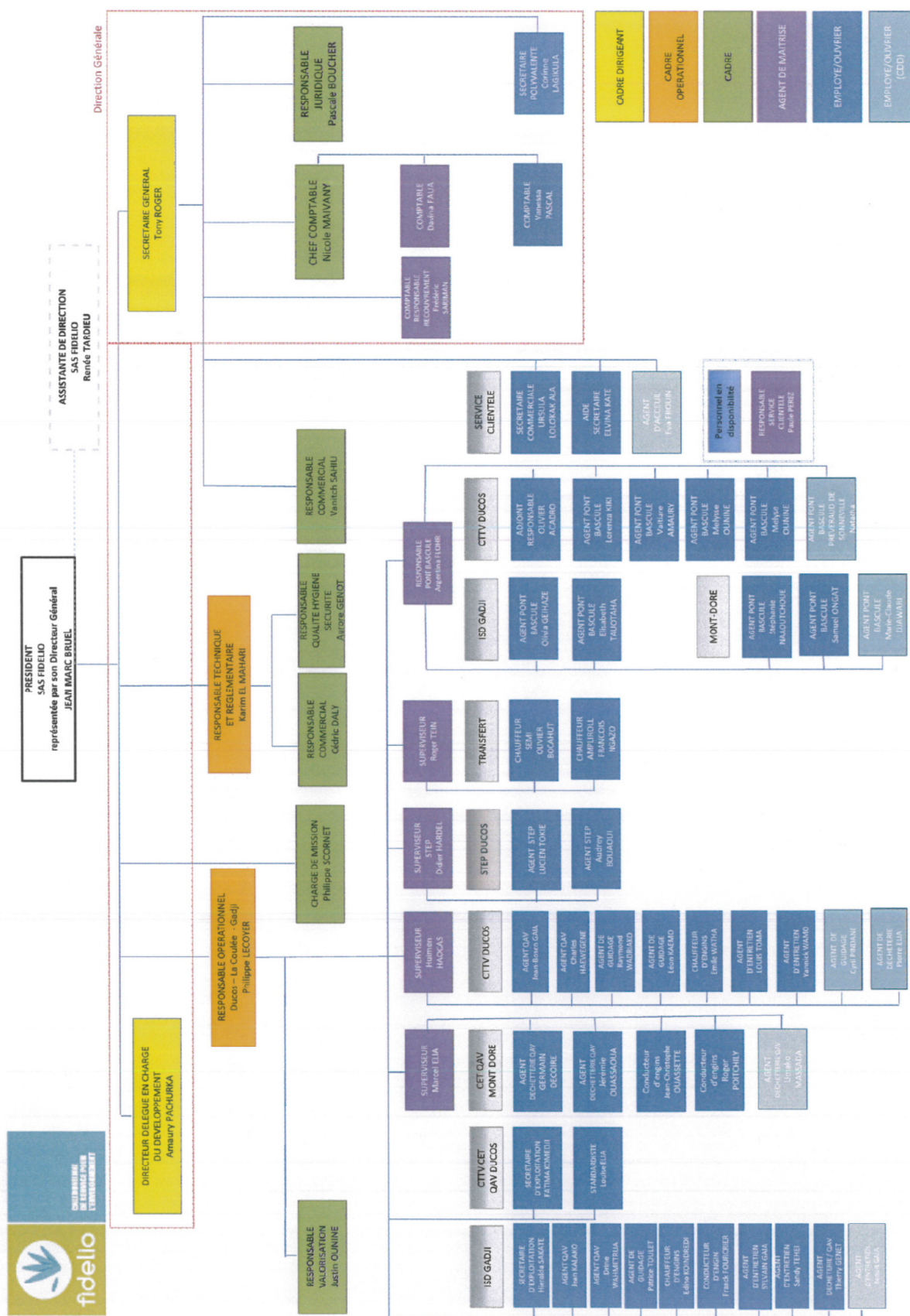
## 3.2.2.3. Service juridique

Un cadre juriste a été recruté en 2012 afin de faciliter la gestion des aspects juridiques et contractuels.

Les figures suivantes synthétisent l'évolution des effectifs de la CSP :



L'organigramme présenté en page suivante reprend l'organisation interne de la société :



**Fig. 3**

## 3.3. Récapitulation des événements

### 3.3.1 Evolution contractuelle

Aucune évolution au titre du contrat de concession n'est effective en 2013.

### 3.3.2 Evolution réglementaire : tableau de synthèse

Contenu	Annexe
<b>Site de DUCOS</b>	
Dépôt d'un dossier d'agrément en tant qu'opérateur de traitement pour la filière des DEEE	9
Dépôt d'un dossier de déclaration de l'activité de traitement des DEEE	10
<b>Site de Gadji</b>	
Porté à connaissance « prise en compte du biogaz dans le dimensionnement de la couverture définitive de l'ISD de Gadji »	11
Dossier de renouvellement d'agrément en tant qu'opérateur de traitement pour la filière des pneumatiques usagés	12
Arrêté de mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de traitement des pneumatiques usagés	4
<b>Site de Mont Dore</b>	
Porté à connaissance « création d'un quai supplémentaire »	13

**Fig. 4**

### 3.3.3 Relations sociales :

La CSP a lancé en 2013 une mission d'assistance « SYNDEX » sur la révision des accords d'entreprise et la qualification de la grille métiers CSP.

## 3.3.4 Incidents et faits marquants :

### 3.3.4.1. Ducos

Les évolutions techniques sont reprises au point 3.1.2.

L'annexe 14 reprend les incidents connus sur le site de Ducos pour l'année 2013 et ayant fait l'objet d'une communication à l'inspection des installations classées dans le cadre de la réglementation.

Quatre événements sont à noter :

- Le 21 février, un déversement de boues s'est produit au sol à l'arrière de la dalle de positionnement des containers de filtration des matières de vidange suite à une défaillance technique survenue sur l'un des deux containers au moment de sa reprise.
- Le 31 mars, un incendie est survenu sur un talus du CET coté baie de Koutio-Koueta
- Le 14 mai, un départ de feu a été détecté dans les déchets à l'intérieur du dock de transfert.
- Le 22 octobre, un départ de feu a été détecté dans les déchets à l'intérieur du dock de transfert.

Ces incidents sont à ce jour considérés comme clos, toutefois il démontre que le type d'incident à surveiller particulièrement est l'incendie. Des campagnes de sensibilisation, menées par CSP auprès de ses salariés et des usagers, restent en vigueur sur tous les sites. De plus la gestion de ces incidents et le contrôle des éventuels impacts valident la chaîne d'alerte et de traitement mise en place.



# Rapport annuel d'activité - 2013

La figure suivante reprend les événements notables du journal de marche du site de Ducos.

<b>JANVIER</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 36 m3</li> </ul>
<b>FEVRIER</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>21 février : Déversement de boues au sol au niveau des containers de filtration des matières de vidange</li> <li>Ouverture d'une voie d'accès au QAV dédiée aux particuliers à Ducos.</li> <li>Réception d'une nouvelle remorque pour le transfert des déchets vers Gadj</li> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 6 m3</li> </ul>
<b>MARS</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>31 mars : Incendie sur un talus du CET de Ducos (côté baie de KOUTIO KOUETA)</li> <li>Réception des travaux d'assainissement périphérique de la fosse à boues</li> </ul>
<b>AVRIL</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en service du quai des balayeuses</li> <li>1<sup>er</sup> levé des 11 profils pour le suivi de la stabilité du CET de Ducos</li> <li>Passage de CEGELEC pour la visite semestrielle de contrôle et de maintenance du système de détection incendie (bureaux administratifs, dock de transfert et dock Valorisation)</li> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 18 m3</li> </ul>
<b>MAI</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>14 mai : départ d'incendie dans le dock de transfert</li> <li>Passage de SOCOTEC pour la vérification annuelle des installations électriques</li> <li>Mise en place d'une borne de récupération des huiles usagées sur le QAV de Ducos</li> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 24 m3</li> </ul>
<b>JUIN</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 12 m3</li> </ul>
<b>JUILLET</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Passage de VIGILEX pour la vérification annuelle du matériel de lutte incendie</li> <li>Mise en place de bacs de tri pour les papiers sur le QAV de Ducos</li> </ul>
<b>AOUT</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>05 aout : visite d'inspection des installations classées – CET et CTTV</li> </ul>
<b>SEPTEMBRE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 12 m3</li> </ul>
<b>OCTOBRE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>22 octobre : départ d'incendie dans le dock de transfert</li> <li>Réception des travaux de remise en état de l'unité de dépotage des liquides biodégradables</li> </ul>
<b>NOVEMBRE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Passage de CEGELEC pour la visite semestrielle de contrôle et de maintenance du système de détection incendie (bureaux administratifs, dock de transfert et dock Valorisation)</li> <li>Pompage cuve de lixiviat CET Ducos – 12 m3</li> </ul>
<b>DECEMBRE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de bacs de tri pour les vêtements sur le QAV de Ducos</li> </ul>

**Fig. 5**

### 3.3.4.2. Gadji

Les faits marquants de ce site sont repris dans le chapitre 4 de l'annexe 2.

Les incidents sont repris dans l'annexe 15 et détaillés dans le chapitre 4.1 de l'annexe 2.

En résumé, 7 incidents sont enregistrés en 2013 :

- 1 dégât matériel suite au passage de la dépression FREDA
- 1 perte de confinement au niveau des réseaux de lixiviats (moins de 5 m<sup>3</sup>).
- 2 déclenchements de portique de radioactivité.
- 1 écoulement d'eaux souillées depuis le quai de déchargement suite aux fortes intempéries du 2 juillet ayant entraîné un second incident suite au relargage de ces eaux le 15 juillet.
- 1 incendie sur la zone d'exploitation des déchets

Ces événements n'ont eu aucun impact sur l'environnement et sont à ce jour considérés comme. Il est important de signaler que les deux sources radioactives isolées depuis 2012 du gisement d'ordures ménagères sont encore présentes sur le site dans l'attente d'un traitement.

### 3.3.4.3. Mont Dore La Coulée

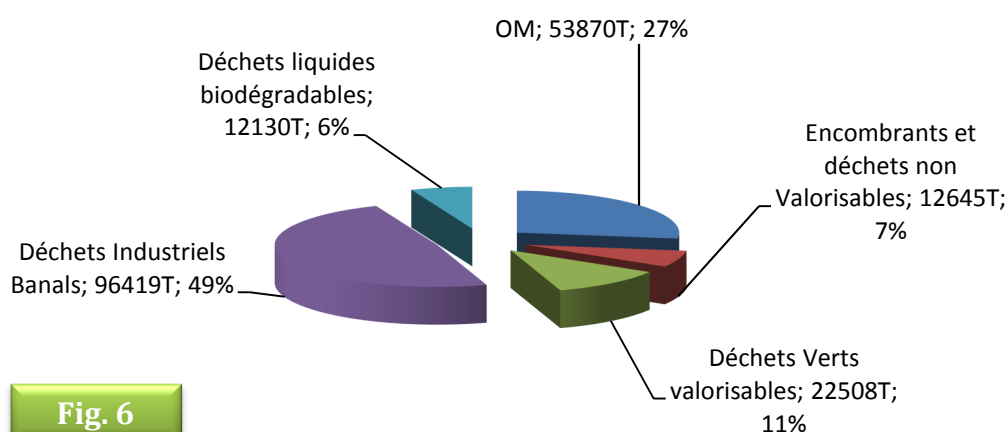
Aucun incident n'a été déclaré en 2013 sur ce site.

## 3.5. Flux entrant et sortant de déchets

Le rapport 2013, en annexe 16, permet un comparatif entre les données des 2 années 2012 et 2013.

### 3.5.1 Tonnages traités par la filière

#### Tonnage FILIERE 2013 : 197 572 T



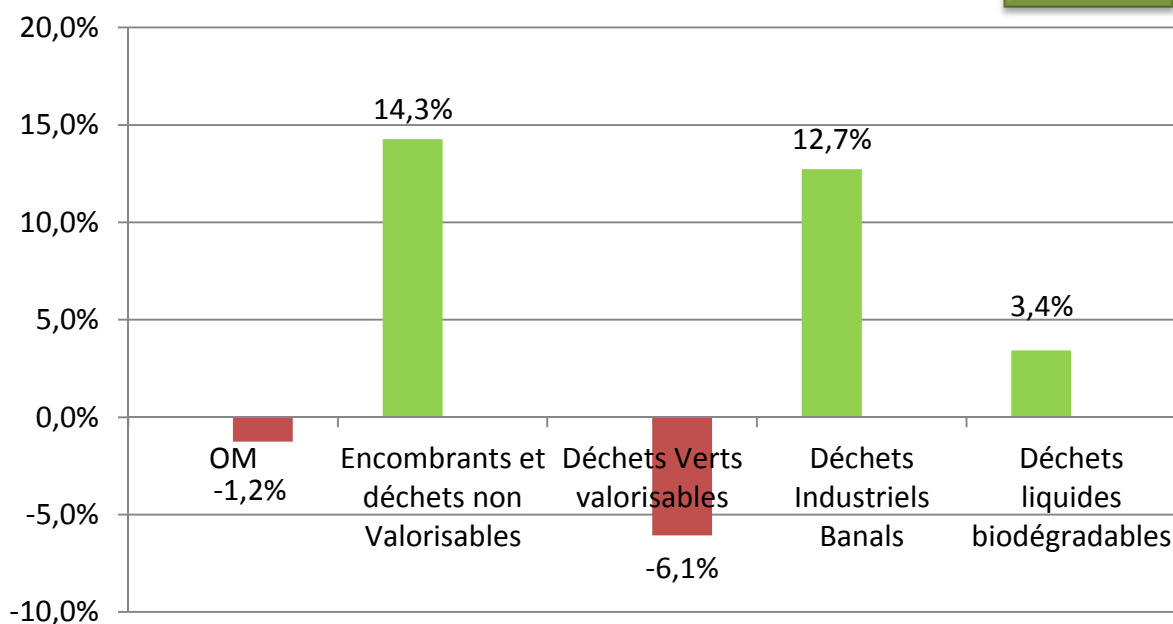
La filière a traité 197 572 tonnes de déchets en 2013, soit une augmentation globale des apports de 5,7% liée principalement à une augmentation des apports de DIB et dans une moindre mesure des DLB et des encombrants.

Le tonnage OM étant quant à lui en diminution par rapport à 2012. Diminution à mettre en lien directement avec la mise en place de la collecte sélective des déchets recyclables sur la commune du Mont-Dore et la fuite de gisements vers des opérateurs de collecte privés qui concluent des contrats avec certains organismes en charge de l'habitat.

La baisse des tonnages de DV est globalement couverte par une migration vers les encombrants. Un effort supplémentaire a été fait tout au long de l'année afin de sensibiliser nos agents d'accueil (pont-bascule et QAV) sur la qualité des déchets apportés, ce qui a conduit à de nombreux reclassement de déchets initialement déclarés comme DV.

Evolution Tonnages 2012 2013

Fig. 7



- Les OM correspondent aux tonnages collectés en porte à porte (48 222 T), aux résidus de balayage et de plage (5 221 T) et aux apports directs des particuliers hors encombrants (427 T) soit un total de 53 870 T. Le tonnage d'OM présente une diminution de 1,2% comparativement à l'année précédente (donnée 2012 : 54 552 T). Il est possible de constater une nouvelle baisse des apports directs tandis qu'après avoir connu une augmentation l'année précédente les tonnages collectés sont maintenant en baisse (- 989 T). Pour rappel ces données intègrent les tonnages du SIVM Sud mais aussi ceux de Yaté dont les OM sont transférés à l'ISD de Gadji depuis le mois d'octobre 2013. Les résidus de balayage et de plage ont quant à eux connu une nette progression (+ 10,1%).

- Les encombrants et déchets non valorisables présentent une évolution de plus de 14%. Cette augmentation peut être corrélée avec une recrudescence des reclassements des apports en mélange déclarés en tant que déchets verts. Cette progression est d'ailleurs contrée par une diminution des déchets verts sensiblement équivalente en terme de tonnage et qui ne peut être expliqué par des différences climatiques (2012 et 2013 étant des années globalement moyennes par rapport à la pluviométrie sans phénomène climatique exceptionnel)



- Le tonnage de déchets verts valorisables est en baisse (-6,1%), que ce soit par l'apport du SIGN (-6,4%) ou des déchets verts industriels (-3%). Il peut exister une certaine perméabilité entre l'origine de ces tonnages, dans la mesure où les prestataires d'entretien d'espaces verts chez les particuliers sont tentés de proposer à leur client de laisser les coupes sur les bords de route afin de réduire le coût de leur prestation. De plus, une partie du gisement industriel alimente des filières pas toujours autorisées à des prix d'ailleurs non compatibles avec un traitement adéquat (pour exemple, en métropole, le coût « collectivité » moyen du traitement des déchets verts est de l'ordre de 155€ soit 18 500 CFP environ).

- Les déchets industriels banals incluent les cendres sèches. Le tonnage des DIB a connu une nette augmentation (+12,7%) soit près de 11 000 T lié principalement à une augmentation des apports de cendres. Les déchets industriels hors cendres ont également connu une tendance à la hausse mais celle-ci reste relativement modérée (+2% environ).

- Les tonnages de déchets liquides biodégradables sont de nouveau en progression (+3,4 %) pour dépasser les 12 000 T.

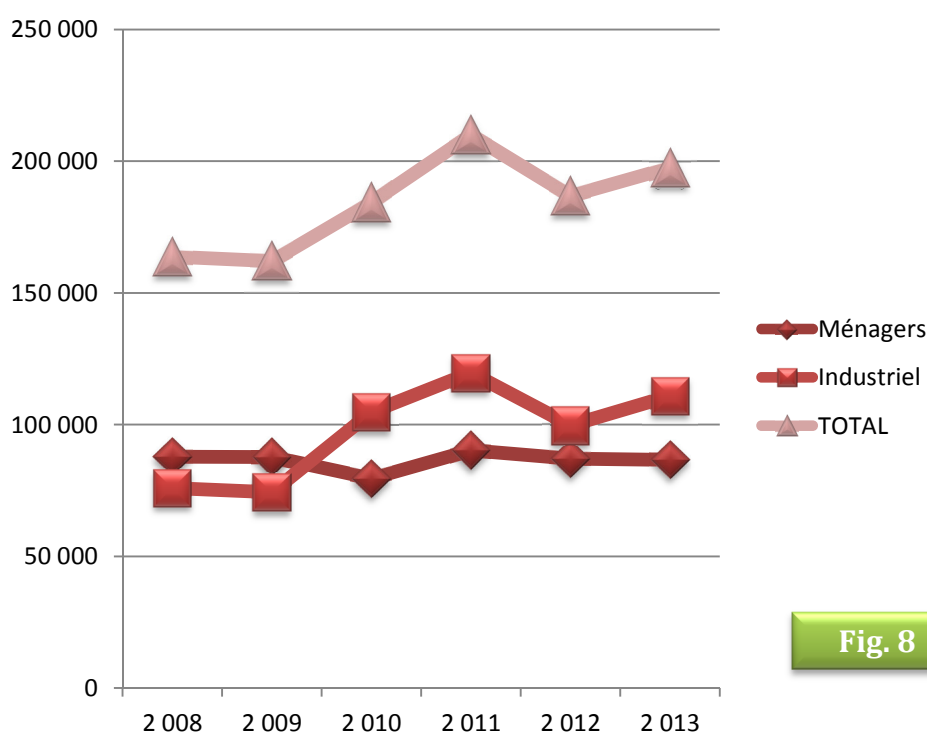


Fig. 8

L'année 2013 présente des données proches de l'année 2011.

### 3.5.2 Répartition des tonnages par commune SIGN

Le tonnage présenté ci-dessous reprend le tonnage issu du gisement ménager, à savoir :

- OM collectées
- OM apportées – quai d'apport

- Déchets Verts (DV) collectés et en apport.
- Balayage et plage
- Encombrants (ENC) collectés
- ENC apportés. – quai d'apport

## Tonnage ménager par commune 2013 - 81 926 T

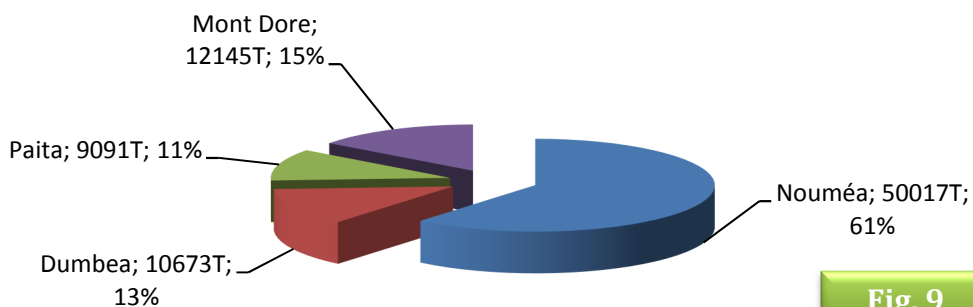
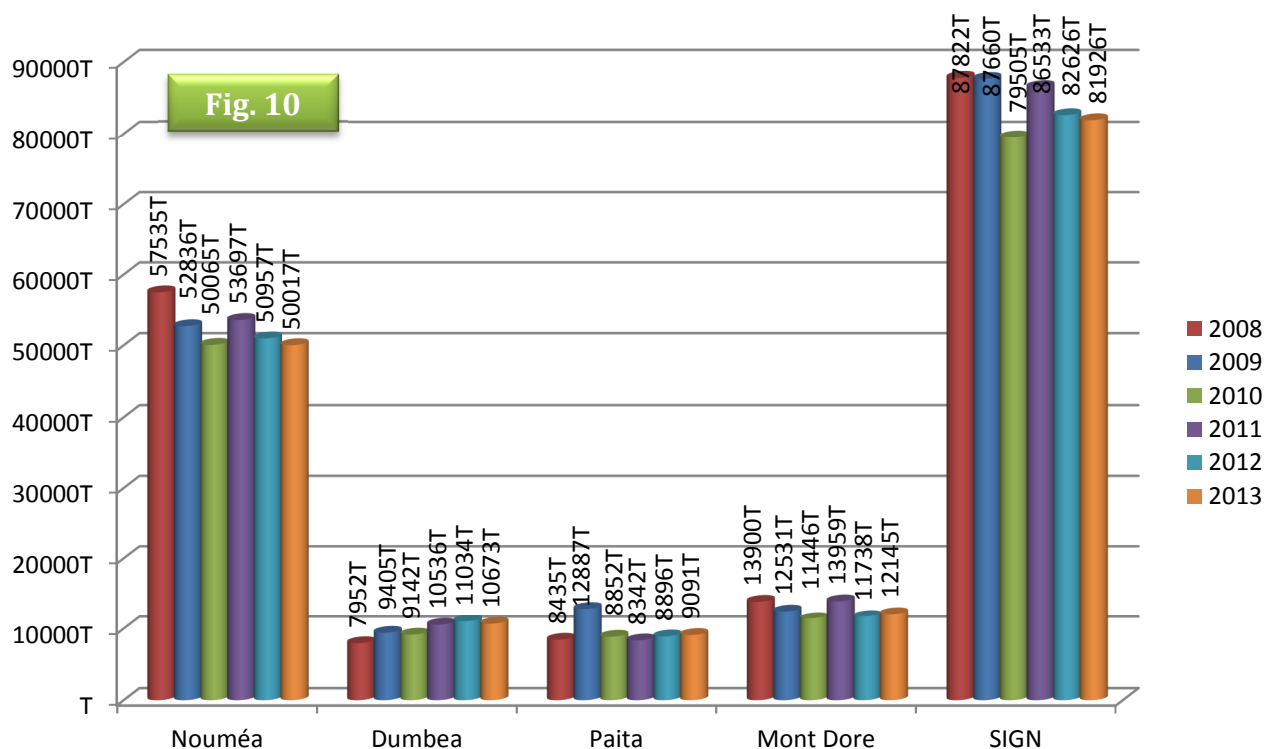
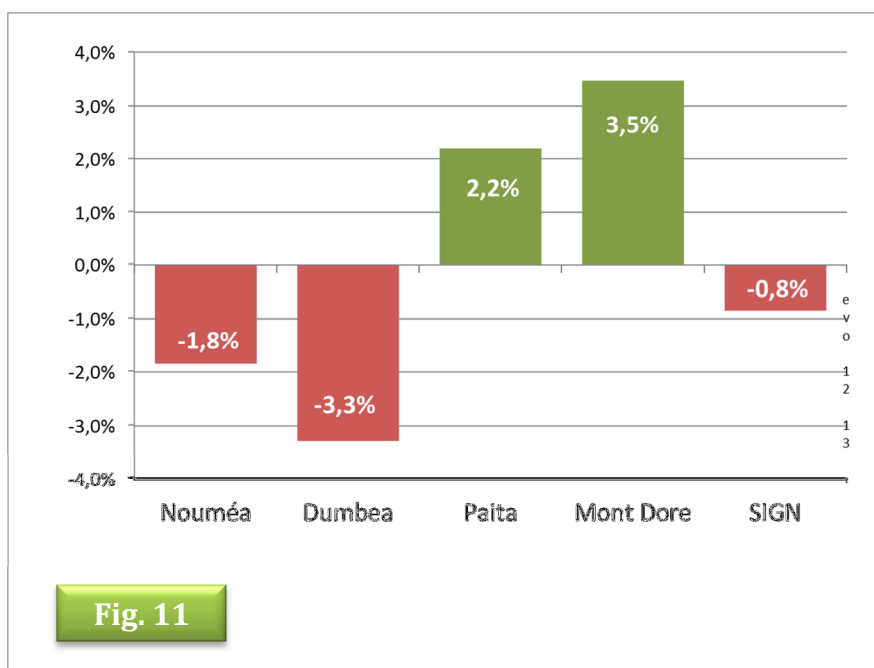


Fig. 9





Le tonnage global affecté au SIGN est en très légère régression par rapport à 2012, - 0,8 % soit -700 Tonnes. Malgré une hausse significative en 2011, avec la prise en compte d'un phénomène climatique aléatoire, les tonnages de 2013 comme ceux de 2012 confirment une évolution à la baisse sur les 6 dernières années. La courbe de tendance (figure 50) montre une baisse moyenne annuelle de plus de 1% sur ces 6 années, en contradiction avec une courbe à la hausse sur les autres déchets, peut être expliqué par la mise en place par le concédant de moyens de traitement alternatifs hors contrat mais dont les impacts réels ne pourront être ressentis qu'à long terme, tant en termes de coût final que d'efficacité réelle.

Concernant la répartition des tonnages entre les communes, il apparaît une relative constance dans les résultats, Nouméa représentant 61% des tonnages.

## 3.5.3 Détails par commune

### 3.5.3.1. Nouméa

#### Tonnages Nouméa 2013 - 50 017 T

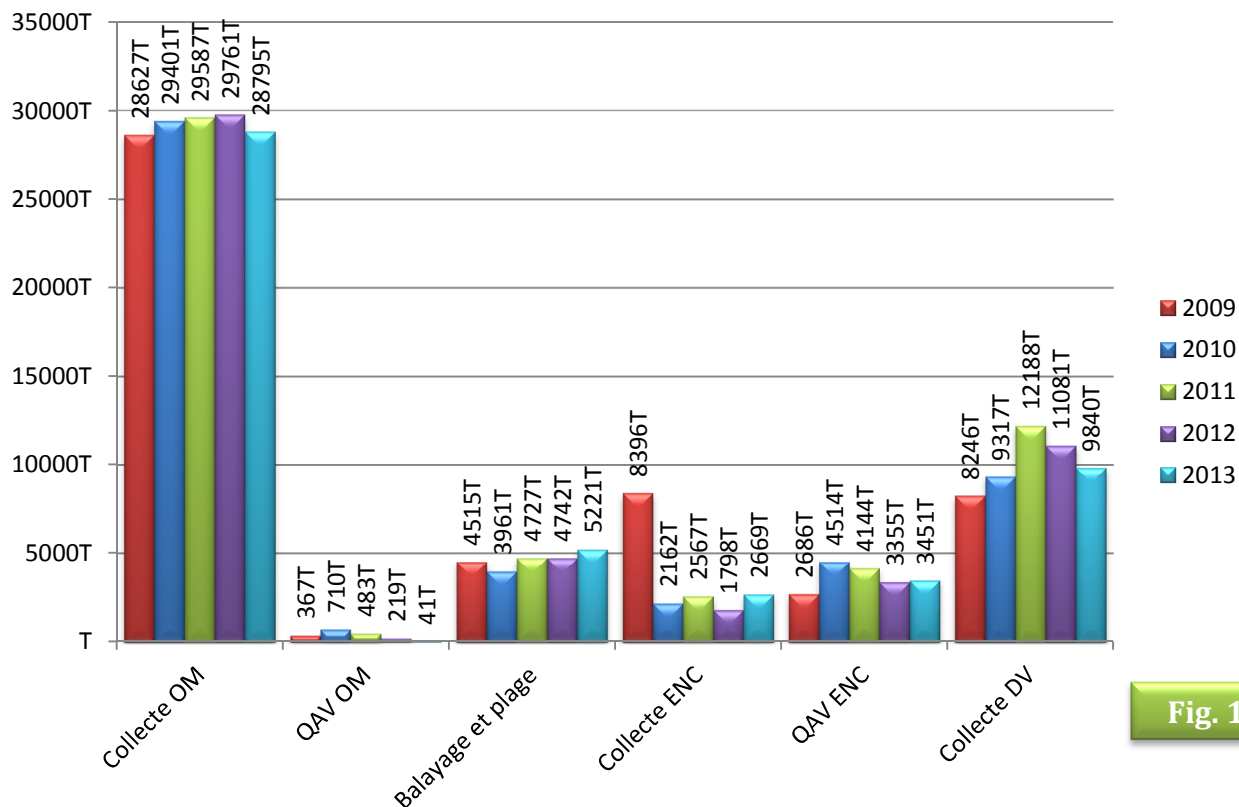
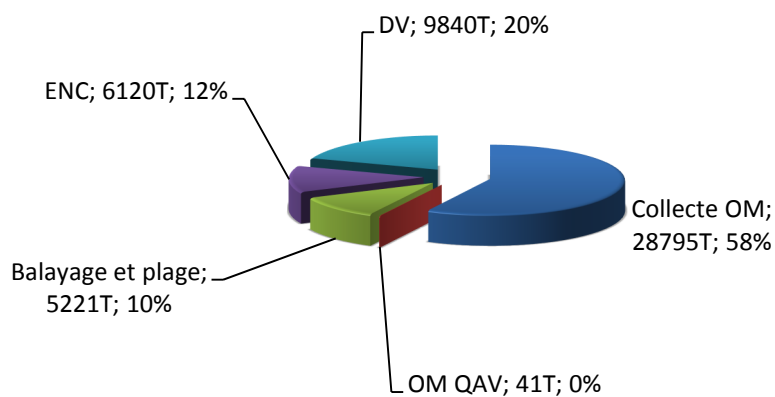


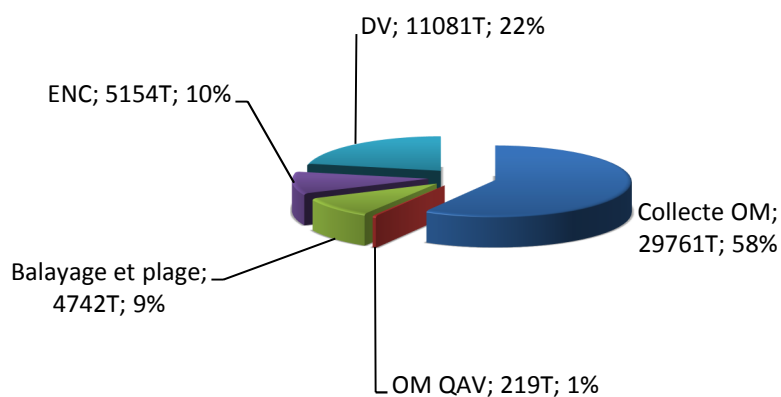
Fig. 12

## Tonnages ménagers Nouméa 2013 - 50 017 T



**Fig. 13**

## Tonnages ménagers Nouméa 2012 - 50 957 T



**Fig. 14**

## évolution tonnage Nouméa 2012 2013

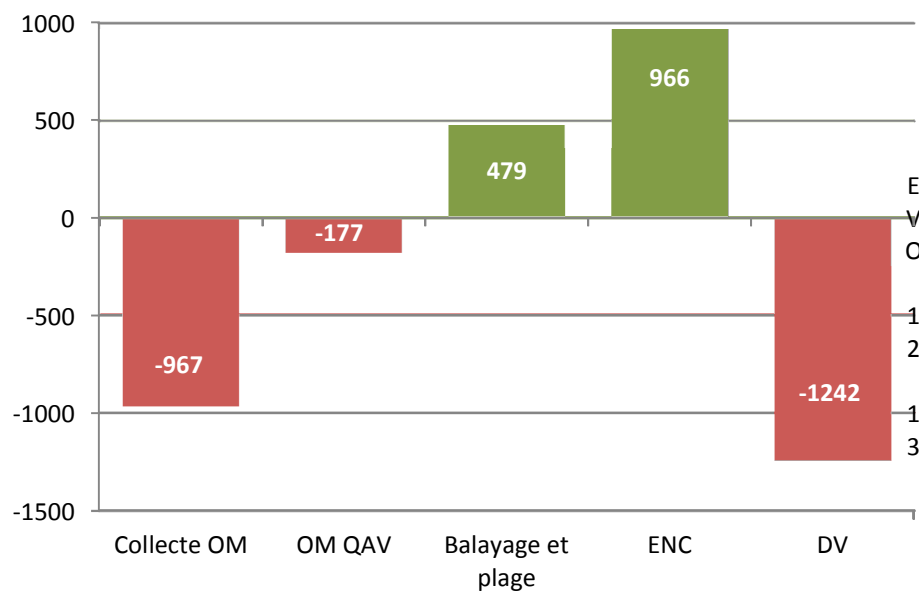


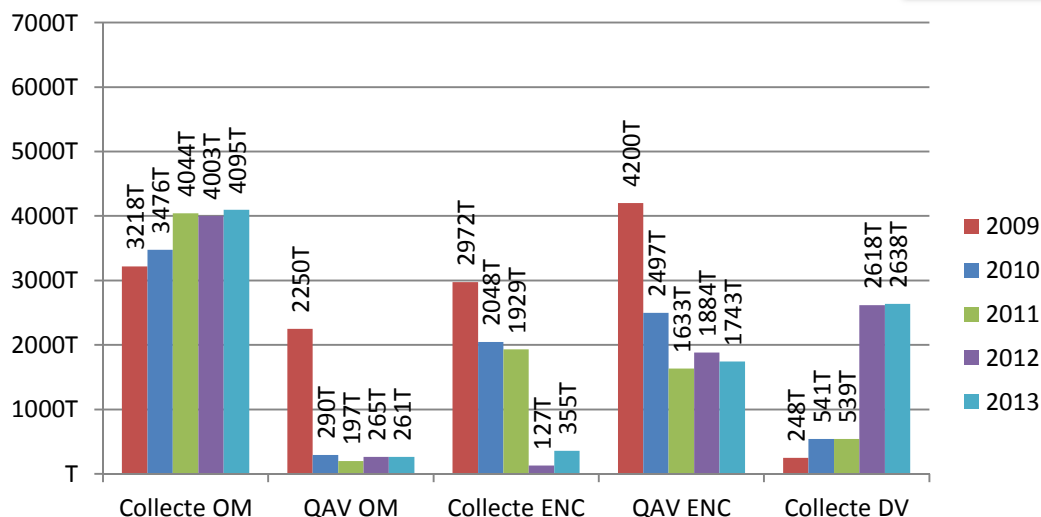
Fig. 15

Les tonnages de Nouméa sont stables même si l'on peut noter une légère tendance à la baisse au global. Les OM et les DV ont connu un recul compensé par une hausse des tonnages des encombrants et des résidus de balayage et de plage.

## 3.5.3.2. Païta

### Tonnages Païta 2013 - 9 091 T

Fig. 16



### Tonnage ménager Païta 2013 - 9 091 T

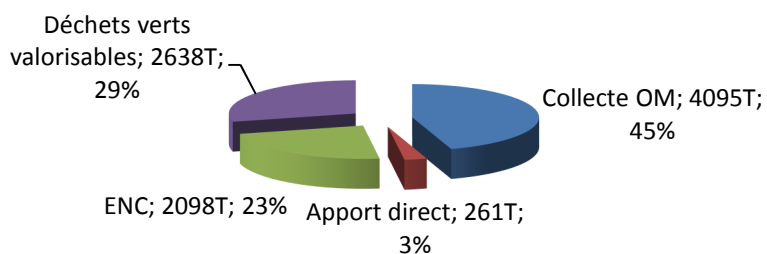


Fig. 17

### Tonnage ménager Païta 2012 - 8 896 T

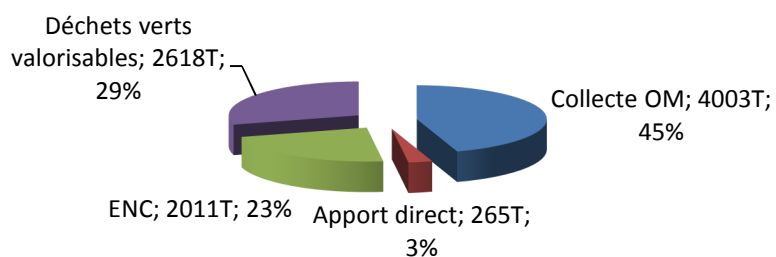
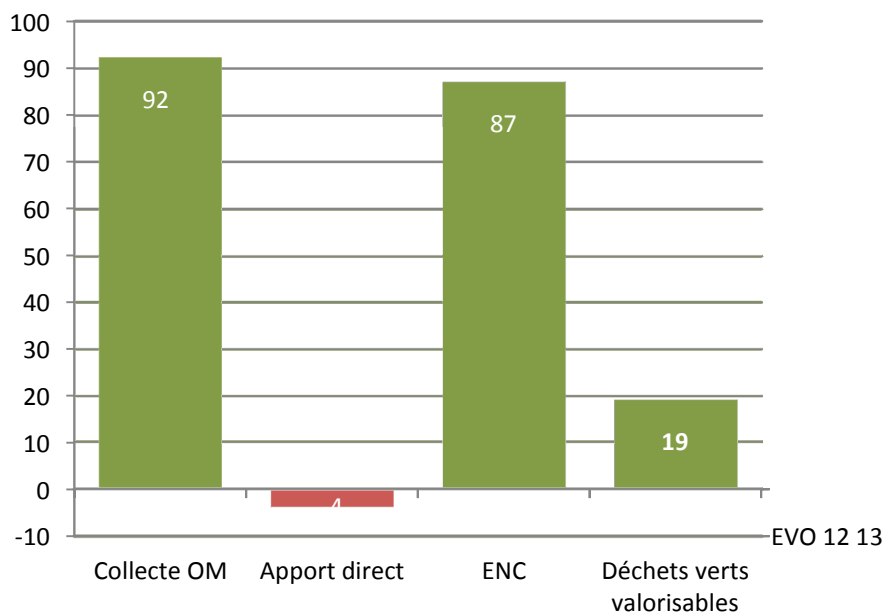


Fig. 18

## évolution tonnage Païta 2012 2013



**Fig. 19**

Malgré une légère tendance à la hausse (+2,2 %) le tonnage de la commune de Païta peut être qualifié de stable comparativement à l'année précédente et ce pour l'ensemble des catégories de déchets. La plus forte évolution concerne les encombrants avec seulement +4,7%.



## 3.5.3.3.Dumbéa

### Tonnages DUMBEA 2013 - 10 673 T

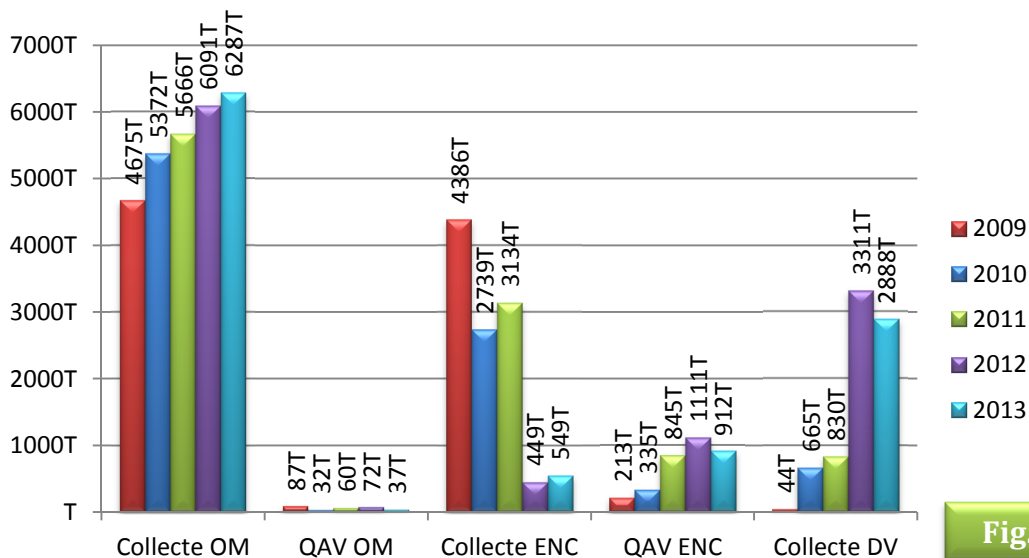


Fig. 20

### Tonnage ménager DUMBEA 2013 - 10 673 T

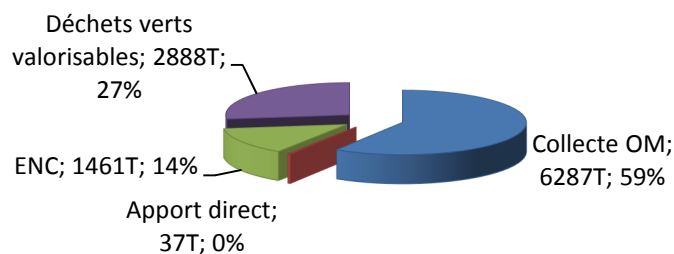


Fig. 21

### Tonnage ménager DUMBEA 2012 - 11 034 T

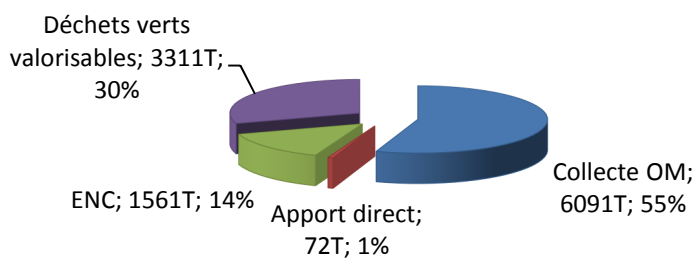
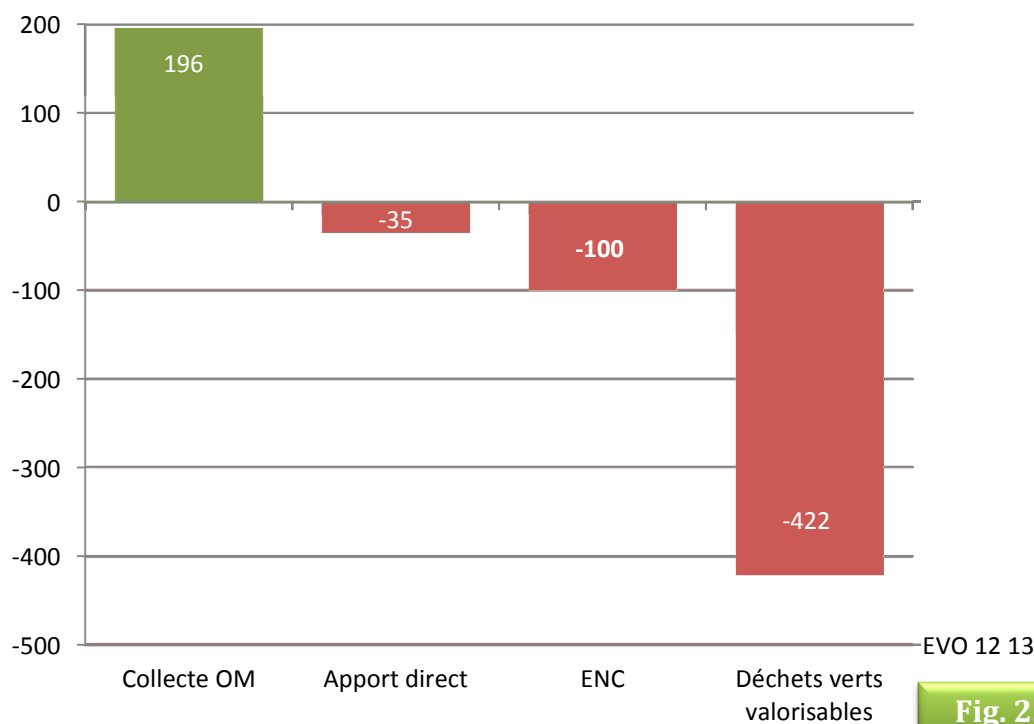


Fig. 22

## évolution tonnage DUMBEA 2012 2013



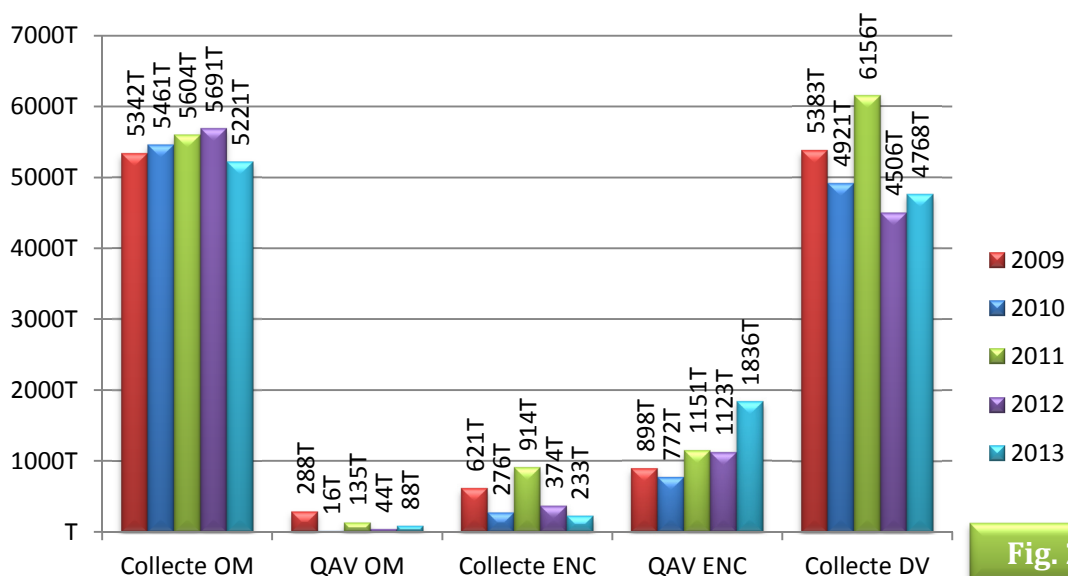
Le tonnage global de la commune de Dumbéa a connu un léger recul (-3,3%) imputable directement à une baisse des déchets verts (-12,8%) qui peut être expliquée par une année globalement plus sèche que l'année précédente.

Il est aussi constaté une légère évolution sur la collecte des OM (+3,2%), à mettre en lien avec l'évolution de la population sur cette commune (nouvelles zones résidentielles).

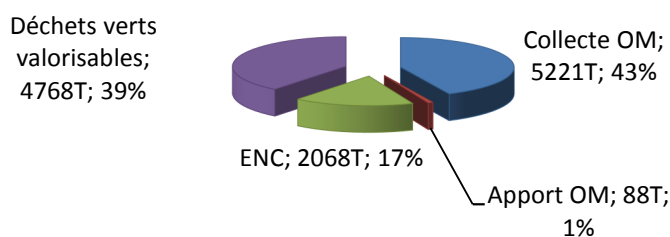
Les autres déchets sont stables. On note toutefois une hausse de la collecte des encombrants (+22,1%) compensée par une baisse des apports d'encombrants (-18%).

## 3.5.3.4.Mont Dore

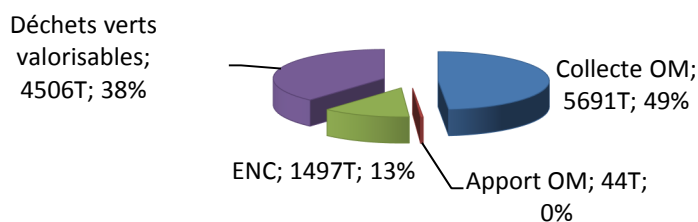
### Tonnages Mont Dore 2013 - 12 145 T



### Tonnage ménager Mont Dore 2013 - 12 145 T



### Tonnage ménager Mont Dore 2012 - 11 738 T



## évolution tonnage MONT DORE 2012 2013

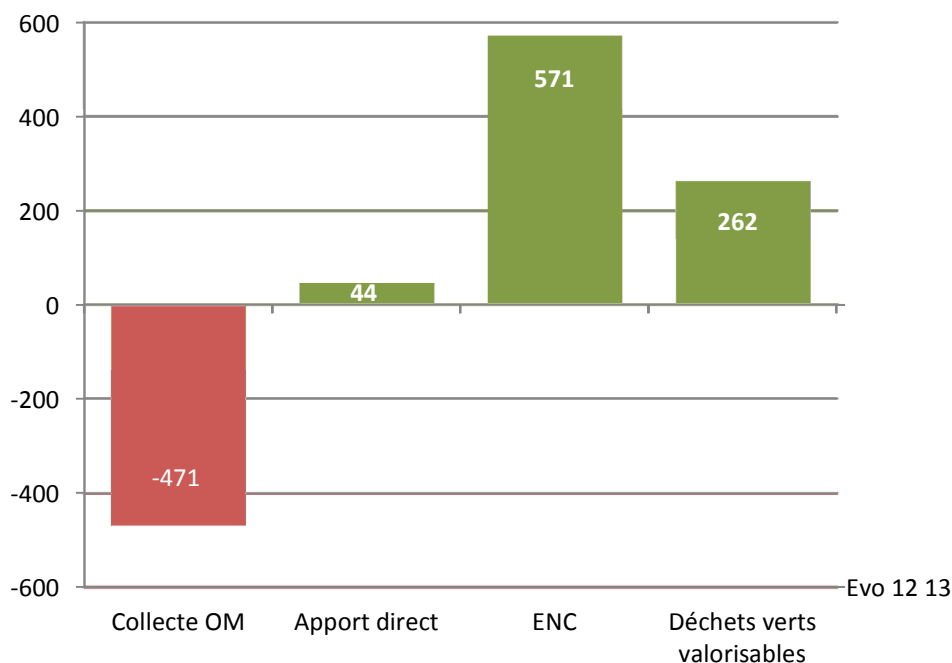


Fig. 27

Après avoir connu un recul en 2012, les tonnages totaux de la Ville du Mont Dore sont en légère augmentation par rapport à l'année précédente. Augmentation à mettre en lien avec l'ouverture du QAV du Mont-Dore et une évolution très nette des tonnages des encombrants apportés par les usagers (+63,5%). Il est toutefois à noter une diminution de la collecte des OM (-8,3%) qui est imputable aux modifications apportées par la commune au mode de collecte des OM avec l'entrée en vigueur en fin d'année 2012 d'une collecte sélective en porte à porte.

Les échanges engagés en 2011 avec le syndicat et la commune sur le cas de la réception des déchets verts collectés n'ont pas évolués et impliquent toujours des charges de transfert supplémentaires pour le concessionnaire.

## 3.5.4 Détails par site

### 3.5.4.1 Répartition entre les sites

#### Répartition par site 2013

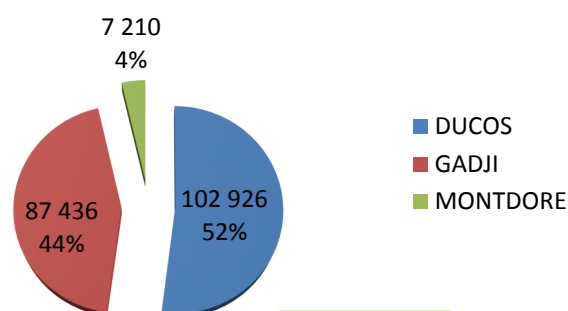


Fig. 28

#### Répartition par site 2012

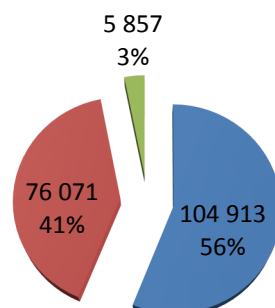


Fig. 29

#### Migration entre sites 2013

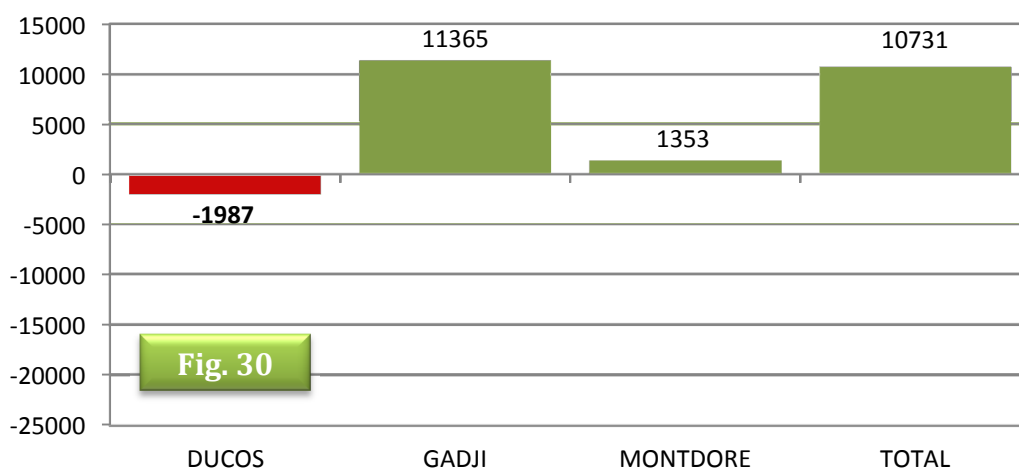


Fig. 30

L'année 2013 connaît une augmentation des tonnages de près de 11 000 tonnes. Cette augmentation est principalement concentrée sur Gadji. Le Mont-Dore voit également une évolution de ses tonnages à la hausse tandis que Ducos enregistre une légère baisse. Ces évolutions de tonnage sur l'ensemble des sites peuvent être expliquées par différents facteurs :

- Mont Dore : augmentation à mettre directement en lien avec l'entrée en service du nouveau QAV du Mont-Dore.
- Gadji : La hausse des tonnages de DIB et principalement des apports de cendres qui ont évolués de près de 24% explique cette augmentation.
- Ducos : un net recul des apports de DV explique cette baisse.

## 3.5.4.2.Ducos

### Répartition par type de déchets 2013 - DUCOS

102 926T

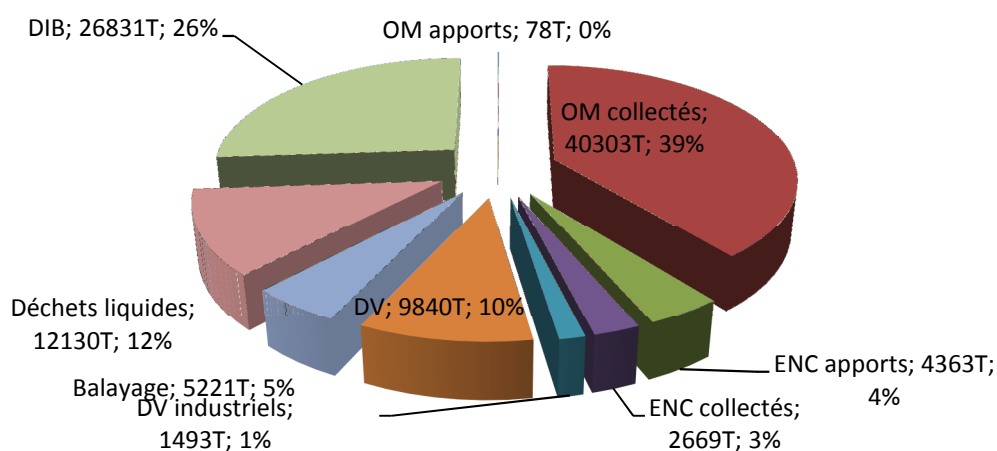


Fig. 31

### Répartition par type de déchets 2012 - DUCOS

104 913T

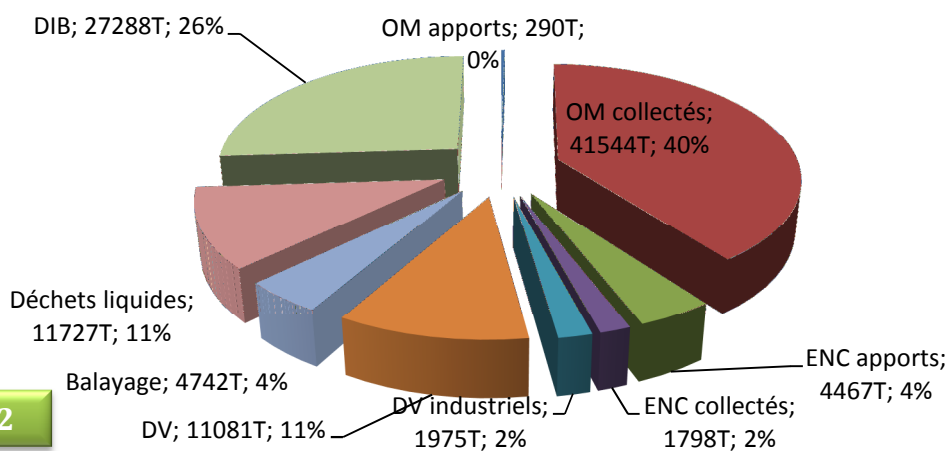
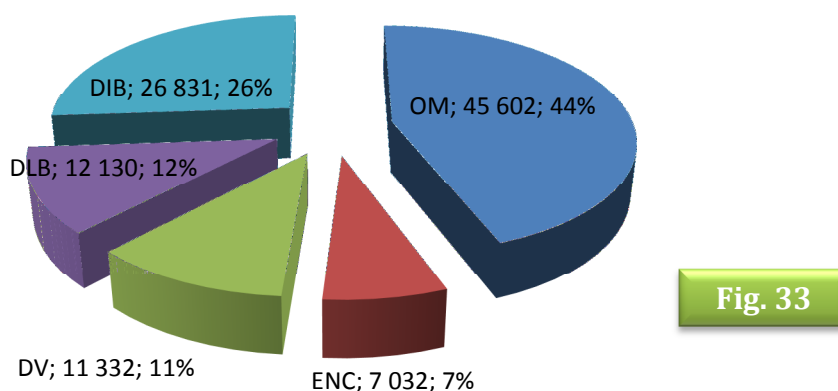


Fig. 32

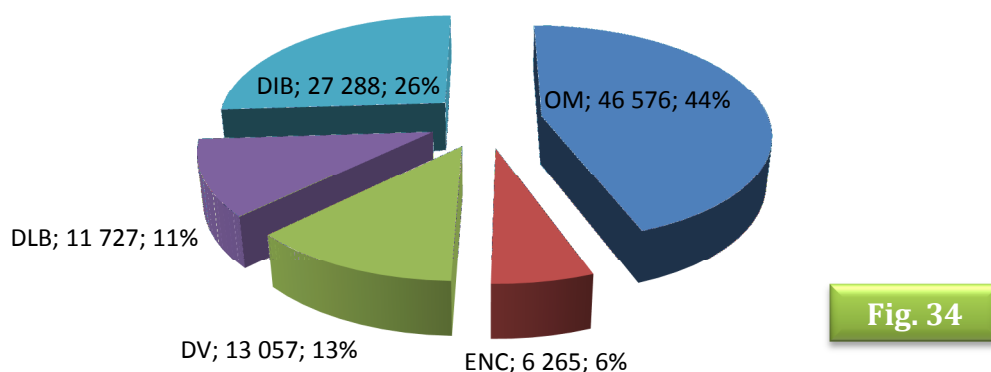
Malgré une légère baisse des apports (-1,89%) il est possible de constater que la répartition des apports est quasiment similaire à l'année précédente à l'exception des DV.

Les figures à la page suivante permettent d'avoir une vision plus synthétique.

## Répartition par catégorie de déchets 2013 - DUCOS 102 926T

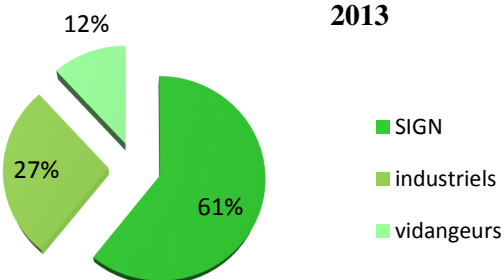


## Répartition par catégorie de déchets 2012 - DUCOS 104 913T



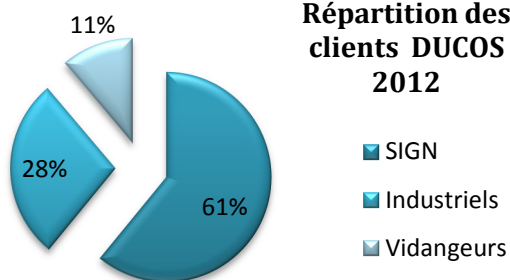
Les figures suivantes montrent que les installations de Ducos sont majoritairement utilisées dans le cadre du contrat du SIGN avec une répartition équivalente à l'année précédente pour le SIGN.

**Répartition des  
clients DUCOS  
2013**



**Fig. 35**

**Répartition des  
clients DUCOS  
2012**



**Fig. 36**

## 3.5.4.3. Gadji :

### Répartition par type 2013 - GADJI - 87 436T

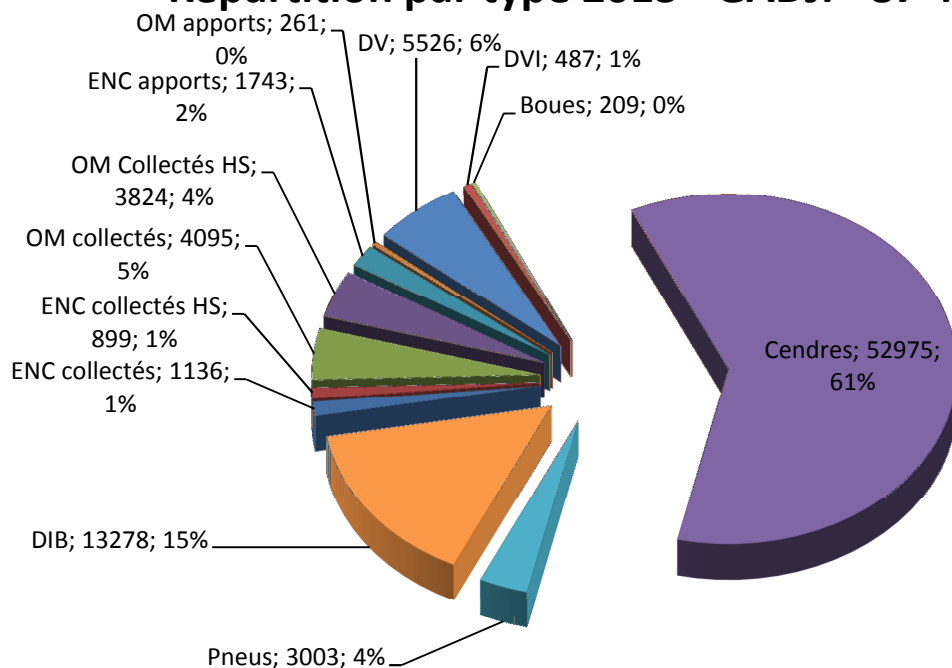


Fig. 37

### Répartition par type 2012 - GADJI - 76 071T

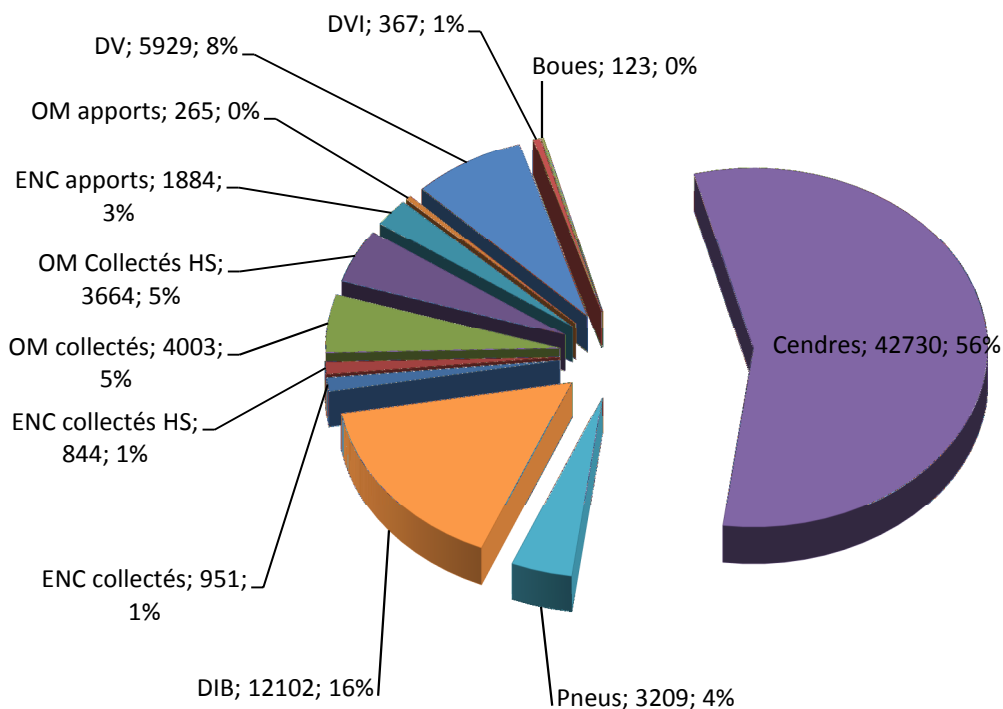


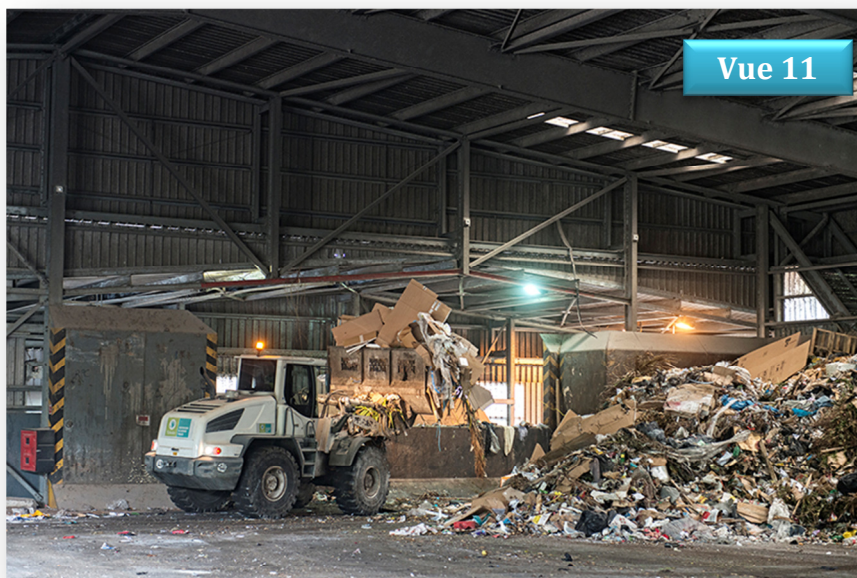
Fig. 38

La répartition par type présentée à la page précédente montre une nette augmentation des apports sur le site de Gadji, notamment dans les types suivants :

- Cendres : augmentation expliquée par une montée en puissance du fonctionnement de la centrale électrique de Prony Energies en 2013.
- DIB (DNDAE) : il est constaté une progression du tonnage des DIB (DNDAE) (hors cendres), de l'ordre de 10%.
- Encombrants collectés : après avoir connu une baisse significative des tonnages en 2012 (tonnage divisé par 6) expliquée par un transfert des encombrants vers les déchets verts, notamment pour les communes de Dumbéa et Païta, le tonnage des encombrants a sensiblement augmenté (+13,4%) en 2013.

Par catégorie, les figures de la page suivante confortent les informations précédentes. En répartition, la part de DIB (DNDAE) (cendres comprises) a fortement évolué. Les apports complémentaires des collectivités hors SIGN participent largement aux évolutions des tonnages des OM et encombrants.

Il est à noter que l'ensemble des données suivantes correspondent aux déchets reçues sur l'installation de Gadji dans son ensemble et ne correspondent pas au tonnage traité par stockage par la CSP. Il ne comporte pas non plus les tonnages transférés depuis les autres installations de la CSP liées au contrat de concession, traitées par ailleurs dans les différentes parties du présent document ou de ses annexes.



Il est aussi possible de constater que le site de Gadji, contrairement à celui de Ducos et du Mont Dore a une vocation beaucoup plus industrielle en termes de profil d'utilisateurs.

## Répartition par catégorie 2013 - GADJI - 87 436 T

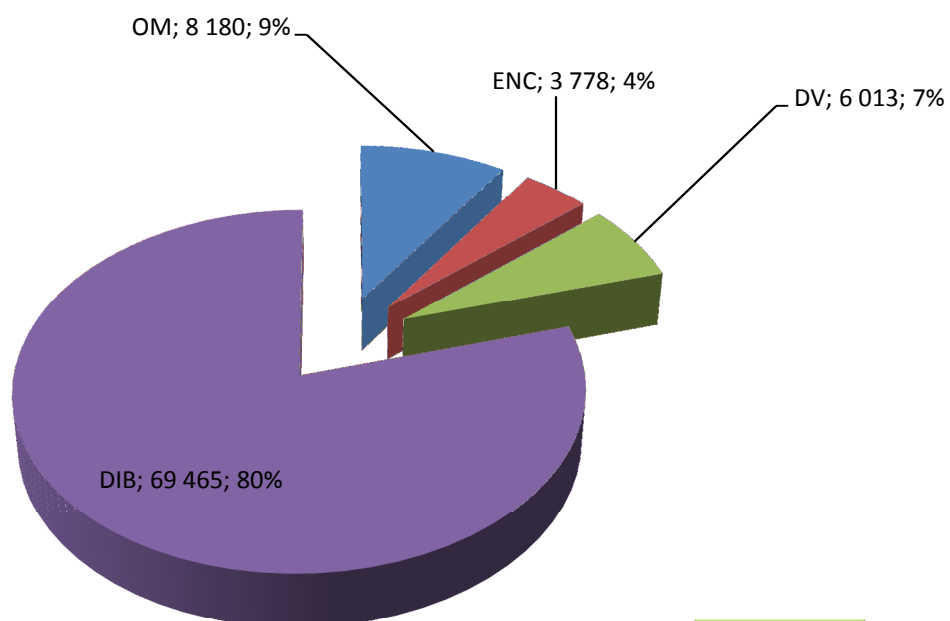


Fig. 39

## Répartition par catégorie 2012 - GADJI - 76 071 T

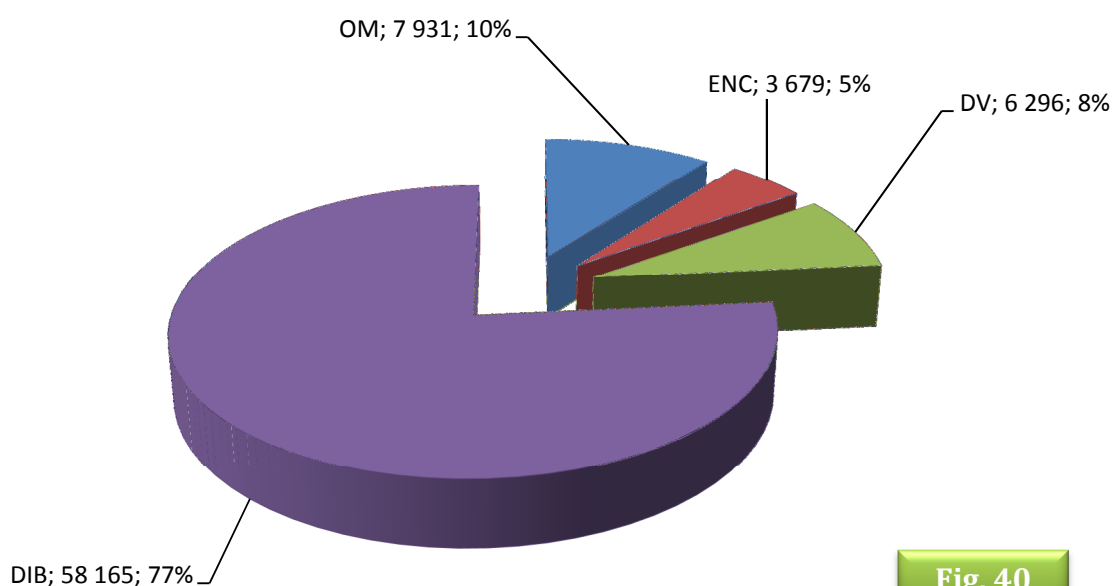


Fig. 40

## 3.5.4.4. La coulée

### Répartition des apports par catégories de déchets

#### La Coulée - 2013 - 7 210 T

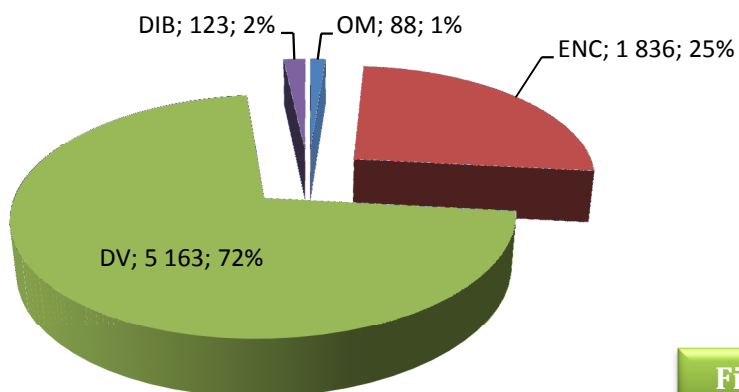


Fig. 41

### Répartition des apports par catégories de déchets

#### La Coulée - 2012 - 5 867 T

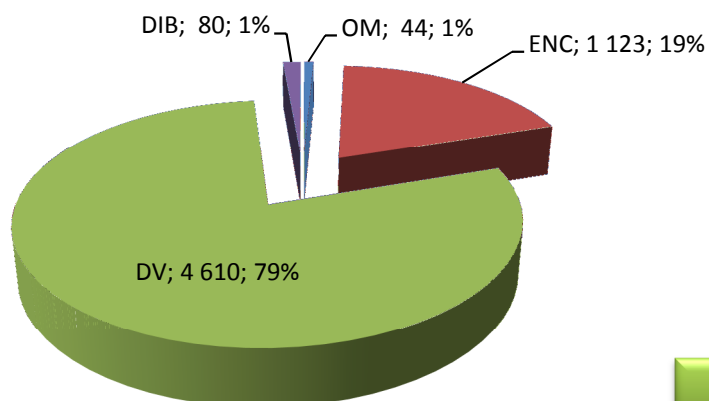


Fig. 42



Les tonnages de 2013, sont en nette progression (+25,32%) et sont à mettre en lien avec l'ouverture en début d'année des nouvelles installations du QAV. Les tonnages de ces derniers évoluant fortement tant en quantité qu'en ratio.

## 3.5.5 Répartition des tonnages SIGN et études statistiques

### 3.5.5.1. Tonnages

#### comparatif déchets SIGN 2007 à 2013

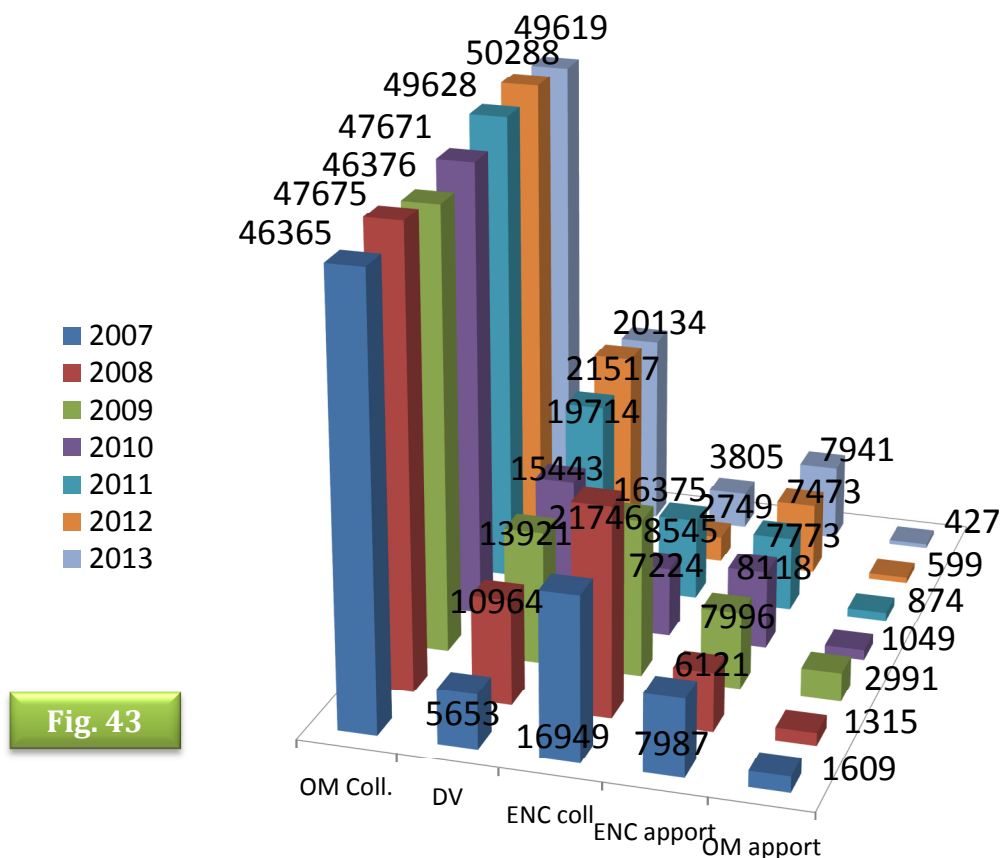
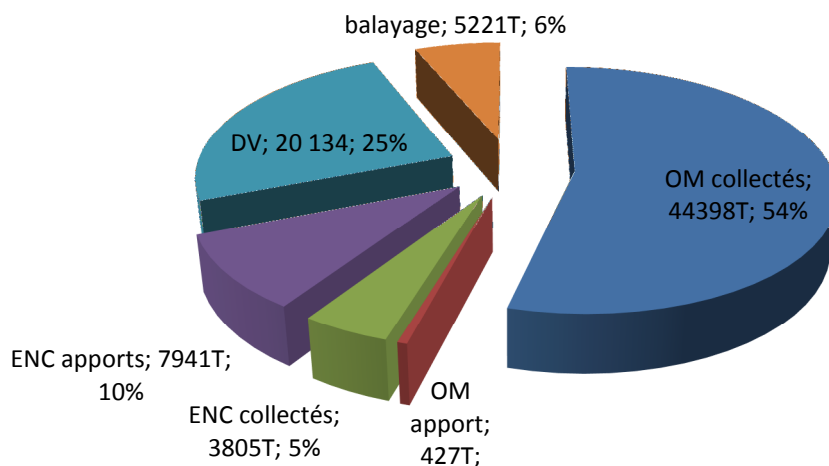


Fig. 43

La figure ci-dessus montre une légère baisse dans le tonnage d'ordures ménagères collectées et des déchets verts avec des tonnages équivalents à ceux de 2011. Après avoir connu une forte baisse en 2012, les tonnages d'encombrants collectés sont repartis à la hausse mais sans pour autant atteindre les niveaux des années précédentes. Les autres tonnages montrent peu d'évolution comparativement à l'année précédente.

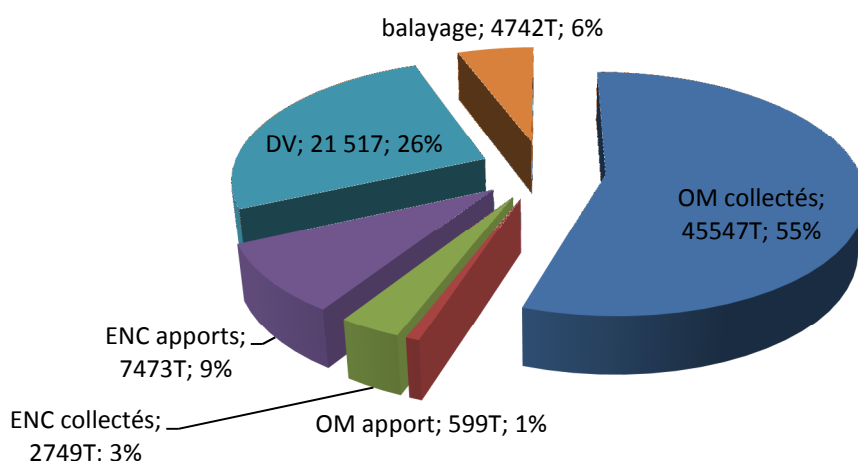
Les figures des pages suivantes reprennent les tonnages du SIGN par catégorie et par type. Il est ainsi possible de constater les tendances suivantes : baisse du tonnage des OM, nette augmentation des encombrants collectés (maintien relatif des encombrants en apport), en partie au profit des déchets verts qui connaissent un recul. A noter une hausse des tonnages des déchets de balayage des voiries. Baisse général des tonnages SIGN de l'ordre de -1%.

## Répartition par catégorie - SIGN 2013 - 81 926T



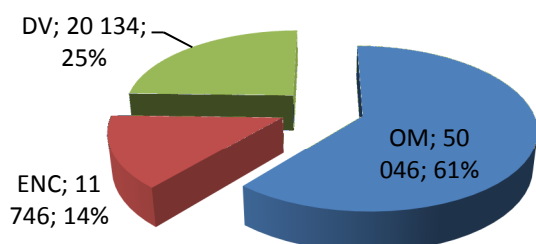
**Fig. 44**

## Répartition par catégorie - SIGN 2012 - 82 626T



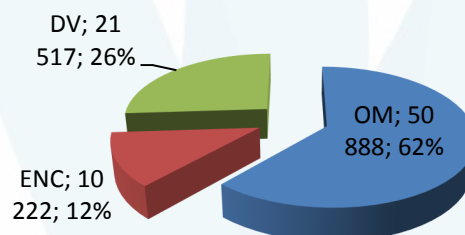
**Fig. 45**

## Répartition par type - SIGN 2013 - 81 926T



**Fig. 46**

## Répartition par type - SIGN 2012 - 82 626T



**Fig. 47**

## 3.5.5.2. Statistiques et tendances

La figure suivante montre une morphologie des courbes cumulées sensiblement identique à l'année précédente, la volatilité étant de plus en plus flagrante concernant Déchets Verts et Encombrants, par ailleurs confirmée par la figure reprenant les écarts type moyens en bas de page et pouvant atteindre plus de 40% pour les encombrants.

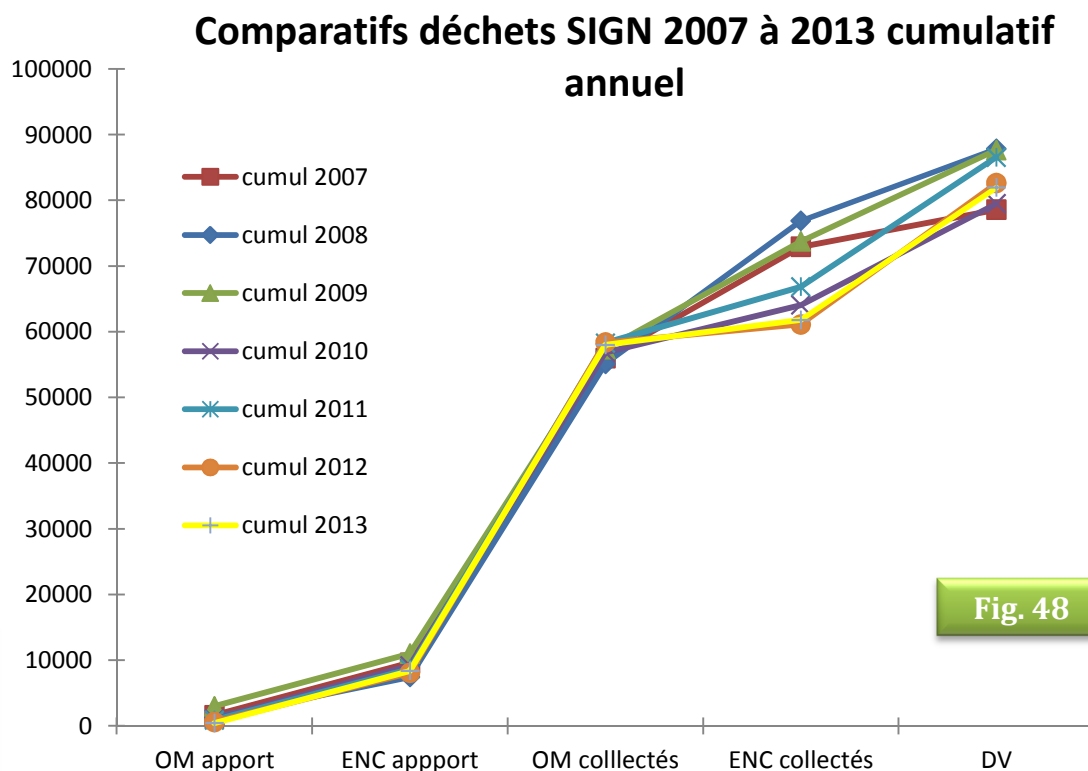


Fig. 48

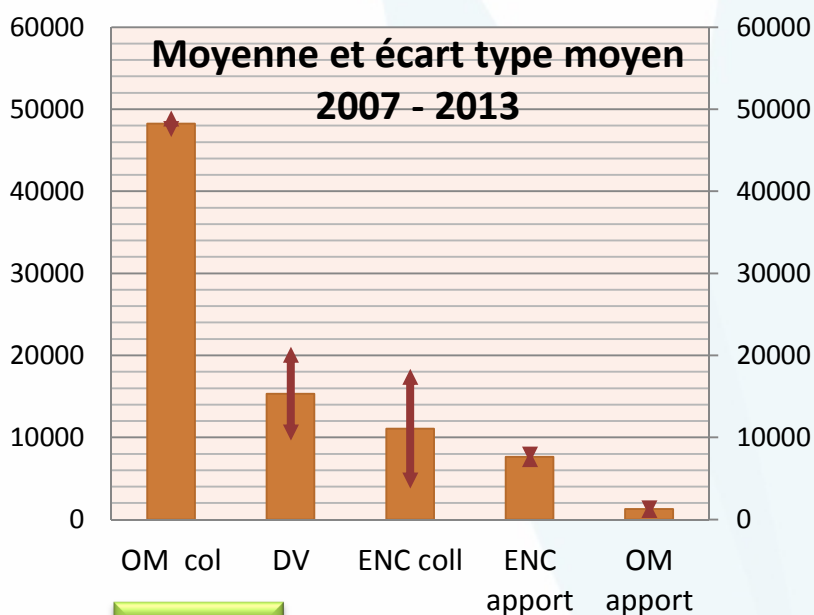


Fig. 49

## TOTAL SIGN TENDANCE

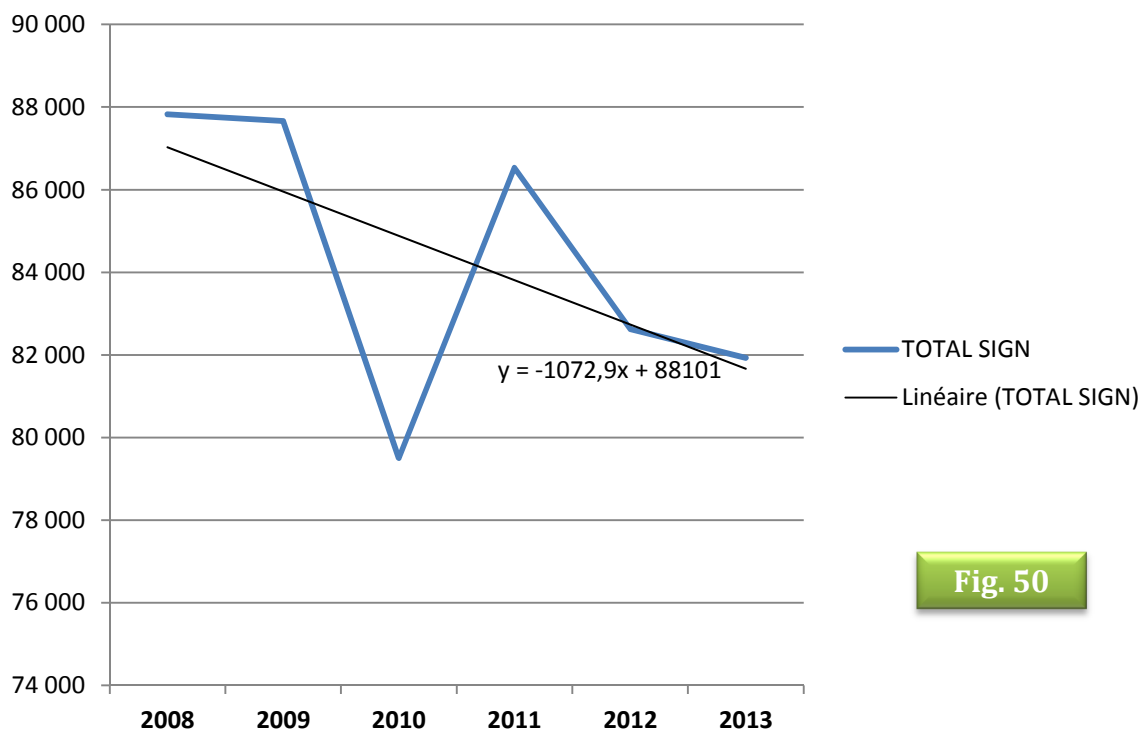


Fig. 50

La figure ci-dessus permet de déterminer une tendance à la baisse concernant les tonnages affectés au SIGN, de l'ordre de -1% par an sur les 6 dernières années. La pente de cette droite montre une baisse moyenne du tonnage global de l'ordre de 1100 tonnes annuellement (sur les 6 dernières années), alors que les tonnages d'ordures ménagères collectées sont en évolution sur la période (cf. graphique ci-dessous).

## SIGN PAR DECHETS TENDANCE

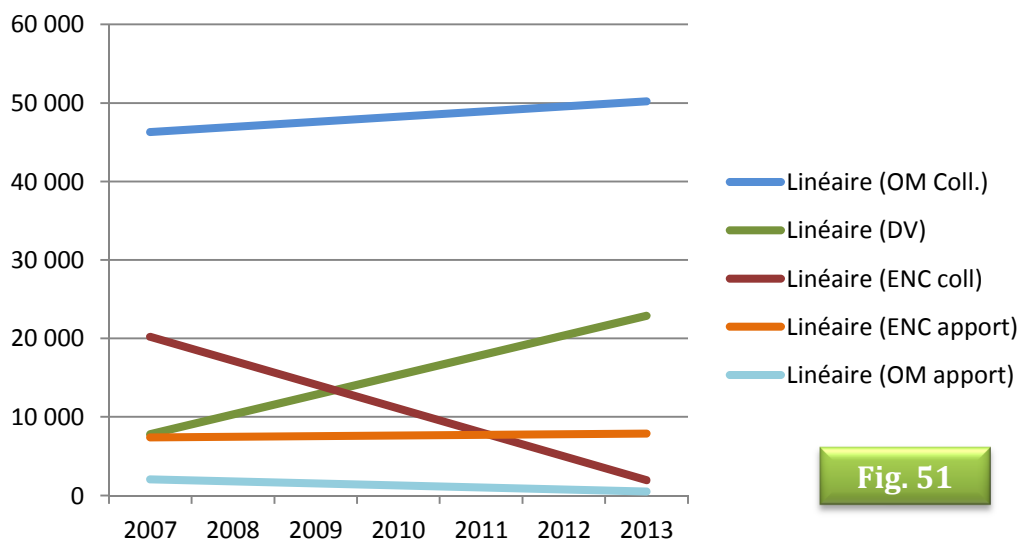


Fig. 51

La figure 51 présente les évolutions des gisements traités pour le compte du SIGN, et confirme par ailleurs la tendance au transfert d'une partie des encombrants vers le déchet vert, sans toutefois les compenser totalement.

## 3.5.6 Tonnages industriels

### Répartition par Type - DI - 2013 - 110 923T

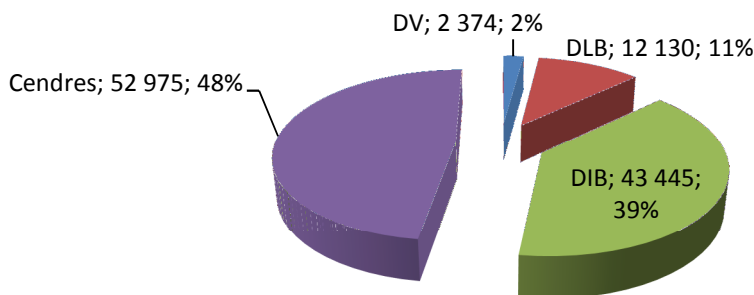


Fig. 52

### Répartition par Type - DI - 2012 - 99 707 T

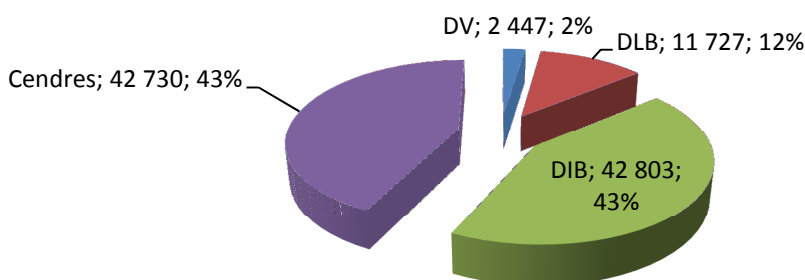


Fig. 53

La figure précédente reprend les répartitions de tonnage pour les années 2012 et 2013.

Le tonnage de DLB a très légèrement augmenté (+3,4%) pour dépasser les 12 000 tonnes en 2013.

Il apparaît une continuité dans l'évolution des tonnages de cendres. La centrale électrique de Prony ayant fonctionné en régime nominale la majeure partie de l'année, on peut considérer le gisement réceptionné en 2013 comme étant proche du gisement maximal productible. Il est toutefois à noter que l'impact sur les volumes et le vide de fouille n'est pas significatif au regard du taux de compaction, des relevés correspondants et de la durée de vie du site, confirmé par ailleurs par la projection du phasage d'exploitation transmis au SIGN en 2012 et présenté dans le rapport d'activité de 2012. Pour information le volume enfoui en 2013 est proche du volume enfoui de 2012 (+1,2%) malgré un accroissement du tonnage enfoui de près de 6%.

Malgré une légère tendance à la baisse (-2,9%), le tonnage des déchets verts industriels s'est stabilisé en 2013.

De même que pour les DV, le tonnage des DIB (DNDAE - hors cendres) semble s'être stabilisé en 2013 (+1,5%).

Les cendres conservent un rôle significatif dans l'équilibre économique du contrat. Une dilution des gisements vers d'autres filières « concurrentes » telles que Mont Dore Environnement (pour les ménagers), SVP Mana, SHRED'X, ou encore ECOTRANS (pour les industriels) sont toujours significatives. Si cela peut être considéré comme de la juste concurrence pour les filières dites industrielles (nonobstant l'obtention d'autorisation) elle devient plus problématique, au regard du contrat de concession pour les filières ménagères. Ces aspects ont d'ailleurs fait l'objet d'alertes régulières au syndicat par la CSP, sans résultat.

## Répartition des tonnages ménagers et industriels 2013

197 572 Tonnes

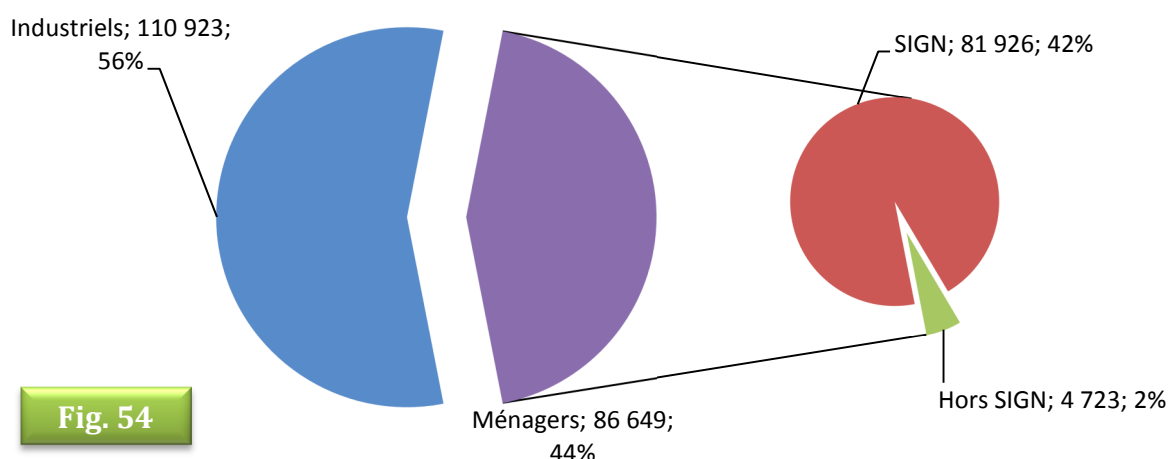


Fig. 54

## Répartition des tonnages ménagers et industriels 2012

186 841 Tonnes

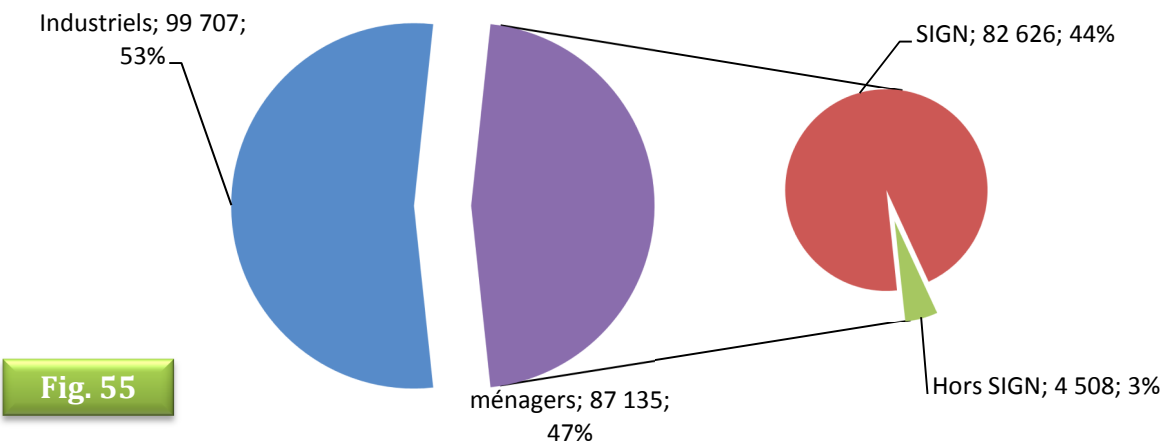
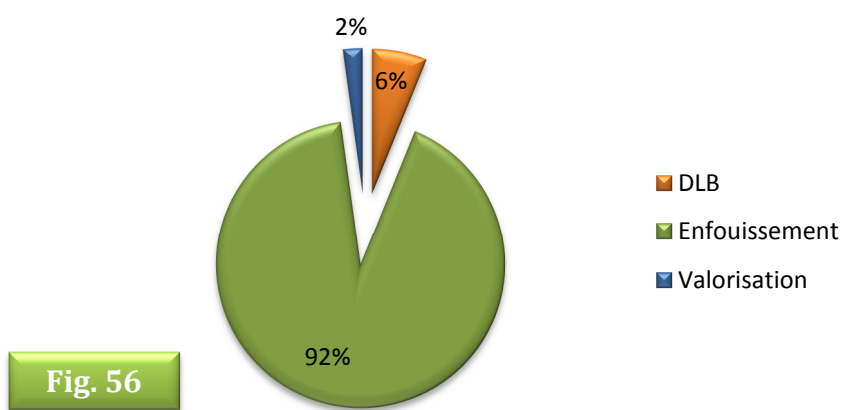


Fig. 55

La répartition des tonnages évolue légèrement, du fait d'une augmentation enregistrée sur les tonnages industriels. Toutefois, le poids de ces derniers en termes de tonnages et encore plus en termes de chiffre d'affaire (au regard notamment des prix plus faibles mais aussi des abondements et quotes-parts versées au titre du contrat de concession au concédant) reste prépondérant. Il est à noter une stabilisation des tonnages ménagers hors SIGN.

## 3.5.7 Tonnages répartis par type de traitement

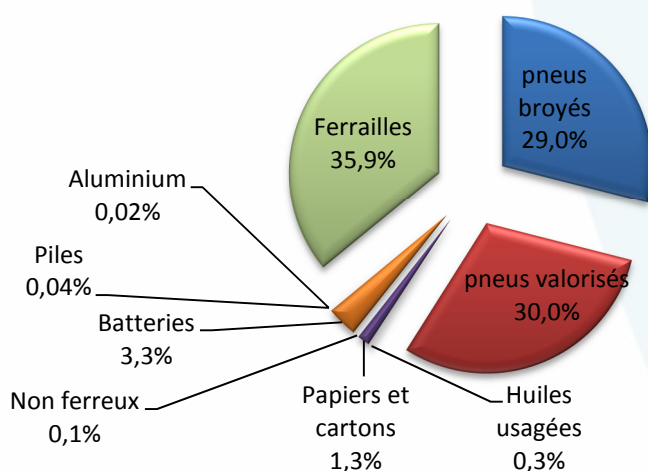
### Type de traitement 2013



En 2013 (voir figure 56), 92% des déchets reçus sur les sites de CSP ont été stockés. 6% ont suivi la filière de traitement des déchets liquides biodégradables et 2% ont été valorisés.

## 3.5.8 Tonnages sortants ou valorisés

### Valorisation 2013



Après avoir mis en exploitation un outil performant, conforme à l'état de l'art en la matière et respectueux des normes environnementales en vigueur, permettant de gérer de façon la plus adaptée au territoire les gisements de déchets non dangereux et plus particulièrement ceux du périmètre du grand Nouméa, à des coûts acceptables, la CSP tente de mettre en place et de pérenniser des filières de traitement alternatives (valorisation, recyclage ou traitement dédié), qu'elles soient en local, à l'export, en son nom propre ou en association, afin de répondre aux objectifs de la Province Sud en terme de performance environnementale.

Ces filières doivent évidemment respecter à leur tour les normes et être à des coûts économiquement acceptables, tant pour l'usager particulier que pour l'industriel, pour qui une alternative beaucoup plus cher le retournerait à terme vers la solution initiale.

L'année 2013 a vu la mise en place de nouvelles filières de valorisation :

- Papier et journaux revues magazines : signature d'une convention avec SHRED-X pour 14 tonnes traitées en 2013
- Cartons : signature d'une convention avec SHRED-X pour 43 tonnes traitées en 2013
- Vêtements : signature en décembre 2013 d'une convention avec les associations caritatives Le Secours Catholique et Saint Vincent de Paul (cette filière étant effective à partir de janvier 2014)

Au-delà de ces nouvelles filières, la CSP traite ou valorise le gisement de pneus VL et PL pour le compte de TRECODEC. En 2012, 3003 tonnes ont été reçues sur l'installation. 450 tonnes (soit environ 15%) ont été refusées et stockées sans traitement. Les pneus acceptables ont été broyés pour une partie (1253 tonnes) et valorisés pour le reste dans le casier C pour rehausse de l'épaisseur du drainant en fond du casier C (+30 cm en moyenne ce qui représente près de 3500 m<sup>3</sup> soit environ 1300 tonnes). Ces opérations sont conformes à l'arrêté d'agrément, présenté en annexe 17, obtenu en 2009 et pour laquelle la CSP a proposé le traitement de maximum 1400 tonnes par an. La validité de l'arrêté étant de 5 ans et expirant le 7 avril 2014, un dossier de demande de renouvellement de l'agrément de traitement des pneus a été déposé en fin d'année 2013 à la province Sud.



Les conventions signées en cours d'années avec SHERD-X et les associations caritatives sont présentées en annexe 18 et 19.

### 3.5.9 Valorisation et filières, perspectives

Dans la veine des opérations concernant la valorisation et outre les propositions faites aux institutions, et notamment au SIGN, concernant la mise en place d'un centre de tri de collecte sélective, la CSP a engagé de multiples échanges avec des partenaires d'horizons multiples afin de mettre en place les filières



Vue 13

suivantes dès 2014 ou à plus longue échéance, sur les quais d'apports volontaires et autant que faire se peut pour les industriels :

- Cartouches d'encre : 2014
- DEEE : 2014
- Plastiques : 2014

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, un contrat de sous-traitance a été signé concernant la mise en place d'une filière compost pour 3600 tonnes de déchets verts. Un dossier ICPE porté par cette entité sous-traitante a été déposé à la province Sud dans le même temps. L'instruction de ce dossier par les services de la province ayant pris du retard un premier avis de l'inspection ICPE a été émis en décembre 2013. A ce jour cette entité ayant été liquidée, le dossier déposé est de fait devenu caduc.

En outre, la CSP réalise ou participe à de nombreuses études afin de développer d'autres filières (bio-méthanisation, biomasse, co-compostage...), en marge du contrat de concession.

## 3.6. Compte rendu des contrôles obligatoires

### 3.6.1 Gadji

Le recueil des analyses réglementaires et leur interprétation, ainsi que le rapport de suivi annuel sont présentés en annexe 2 du présent document. (Nota : Les annexes du rapport annuel réglementaire sont reprises en format électronique sur le CD ROM joint).

Les conclusions montrent des résultats conformes dans leur globalité, hormis une déviance explicable sur les MES des eaux pluviales contenues dans le bassin de ruissellement.

A noter que l'écart constaté en 2012 sur les paramètres bactériologiques lié à un dysfonctionnement du système d'épuration installé pour le traitement des locaux sociaux du site est revenu à la normal en 2013 suite aux travaux engagés.

### 3.6.2 Gadji (ancien site dit « Gadji Réhab »)

Le document attestant des contrôles réalisés est présenté en annexe 20. Les résultats montrent principalement une incompatibilité des effluents collectés avec leur rejet au milieu naturel. Ces lixiviats sont donc toujours transférés dans le bassin de prétraitement du site afin d'être traités par osmose inverse. Le volume concerné est de l'ordre de 50 m<sup>3</sup>/an.

### 3.6.3 Ducos

Les documents présentés en annexes 21 et 22 synthétisent l'ensemble des contrôles effectués sur le site de Ducos, tant concernant les obligations réglementaires du CTTV, que celles de l'ancien CET.



Vue 14

Dans le cas du CET, les analyses réalisées sur les lixiviats collectés montrent ponctuellement des résultats ne permettant pas un rejet au milieu naturel en l'état, en fait de quoi, ils sont régulièrement transférés sur l'unité de traitement par osmose inverse de Gadji. Il est à noter une tendance à la baisse des concentrations de la plupart des paramètres sur les

6 dernières années et notamment en 2013. Pour le reste, les analyses en mer ne présentent aucune déviance.

Pour le CTTV, l'évolution constatée dès la mi-2012 sur les concentrations des rejets de l'unité de traitement des déchets liquides biodégradables s'est accélérée en 2013 dénotant d'une inefficacité du traitement de l'ancienne unité remise en service suite à la défaillance du fournisseur OISEL avec laquelle la CSP avait contractée un marché de travaux pour la fourniture et la construction d'une unité dépotage des matières de vidanges et de prétraitement. La nouvelle unité intégrant le traitement des graisses était toujours en cours d'étude en fin d'année 2013. Une étude de caractérisation du gisement des matières de vidanges ainsi que des autres effluents traités dans la station (effluents internes) a été également menée afin d'appréhender au mieux les besoins de traitement et ainsi les équipements adaptés dans un souci d'efficacité et d'optimisation des surfaces et des coûts. La CSP sera ainsi en mesure de proposer une solution dans le courant du second semestre 2014. Les services d'inspection (DENV) étant informés de la situation.



### 3.6.4 La Coulée :

Le document présenté en annexe 23 synthétise l'ensemble des contrôles effectués sur le site du Mont-Dore tant concernant les obligations réglementaires du QAV que celles de l'ancien CET.

Dans le cas du CET aucun des paramètres n'a présenté d'évolution significative en 2013.

Dans le cas du QAV, on note un léger dépassement du seuil du pH des eaux du bassin des eaux pluviales qui peut être expliqué par la présence de la plateforme des déchets verts.

## 3.6.5 Contrôle des autorités :

L'inspection des installations classées a inspecté les sites selon le calendrier suivant :

- Gadji : 14 aout, 04 septembre et 24 octobre 2013,
- Ducos : 05 aout 2013
- Mont Dore : aucune inspection en 2013.

L'ensemble des comptes rendus de visite, ainsi que leurs réponses sont en annexe 24.

L'ensemble des points observés a fait l'objet de réponses, a priori jugées satisfaisantes puisque sans retour, auprès de l'inspection des installations classées. Une non-conformité majeure restait encore à traiter en fin d'année 2013 et a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 13 décembre. Elle portait sur la régularisation administrative de l'installation de traitement des pneumatiques usagées sur le site de Gadji. A noter que cette non-conformité a été levée par le dépôt d'un dossier de déclaration auprès de la province Sud en date du 03 avril 2014.

Les réunions mensuelles dites « des parties intéressées » ont permis un suivi des actions en cours et en projet par le SIGN et la DENV. Le recueil des minutes de ces réunions est en annexe 24

## 3.7. Travaux de gros entretien et renouvellement

Aucuns travaux de renouvellement n'ont eu lieu en 2013. L'ensemble des travaux effectués sont réalisés dans le cadre du planning d'exploitation (casier), dans le cadre de l'amélioration du service (ouverture d'une voie d'accès pour les particuliers au QAV de Ducos, mise en service d'un quai pour les résidus de balayage des voiries sur le site de Ducos), ou dans le cadre de réparation non programmés suite à des incidents.

## 4. COMPTE RENDU FINANCIER

### 4.1. Compte de résultat 2013/2012

Le tableau suivant synthétise les comptes annuels de 2013 et référence les comptes 2012. La Figure 59 détaille les autres charges opérationnelles pour les 2 années référencées.

Compte annuel de résultats 2013

Compte de résultat - concession de traitement des déchets de l'agglomération du Grand Nouméa (KCFP)	EXERCICE 2013	EXERCICE 2012
Traitement des déchets ménagers des usagers du syndicat (REOM)	658 193	594 237
Traitement des déchets végétaux des usagers du syndicat (REOM)	71 935	71 943
Traitement des déchets ménagers et assimilés des professionnels	628 256	578 598
Traitement cendres*	1 056 069	1 076 844
Traitement des déchets végétaux des professionnels*	14 524	14 442
Traitement des déchets liquides biodégradables des professionnels	79 571	76 813
Vente de compost et sous-produits	-	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRE</b>	<b>2 508 548</b>	<b>2 412 877</b>
Charges de sous traitance externe et produits internes	- 342 195	- 335 656
<b>PRODUIT NET D'EXPLOITATION</b>	<b>2 166 353</b>	<b>2 077 221</b>
Frais de personnel	- 223 104	- 230 694
Consommables	- 11 469	- 22 062
Frais d'entretien du matériel	- 208 258	- 175 304
Autres coûts de matériel (assurance, location, crédit-bail)	- 38 707	- 95 926
Autres charges opérationnelles (travaux, provisions)	- 441 658	- 432 516
Participation travaux PS/SIGN/TAP		
Provisions (impayés redevance)	- 73 013	- 66 618
Reprise provisions impayés	52 797	52 797
Provision intéressement avenant 6	- 93 776	- 65 068
Amortissements	- 273 220	- 285 739
<b>MARGE BRUTE</b>	<b>855 945</b>	<b>756 091</b>
Frais généraux	- 451 000	- 401 460
<b>MARGE OPERATIONELLE</b>	<b>404 945</b>	<b>354 631</b>
Résultat exceptionnel		
<b>EBIT</b>	<b>404 945</b>	<b>354 631</b>
Résultat financier	- 42 872	2 918
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>362 073</b>	<b>357 549</b>
Impôt sur les bénéfices	- 95 113	- 1 319
<b>RESULTAT NET</b>	<b>266 960</b>	<b>356 230</b>

\* CA au tonnage réel

Fig. 58

Ci-dessous le détail de la ligne « autres charges opérationnelles »

	2 013	2 012
Transfert charges exploitation	11 393	11 839
Matériaux enfouissage	- 843	- 969
Produits anti odeurs	-	-
Dotation provision REM	- 10 779	- 64 967
Dotation provision Post exploit	- 45 205	- 43 212
reprise/Garantie financière	-	-
Contrôle réglementaire CSDU	- 46 463	- 45 182
autres charges opérationnelles	- 252 930	- 215 124
provision Cendres	-	-
Contrôle réglementaire	-	-
Frais de transport	- 98	- 919
Frais d'installation batiments	- 899	- 1 723
Frais administratif et informatique	- 5 969	- 3 965
Autres charges	- 30 257	- 26 686
Matériel balayage et entretien	-	- 3 086
Frais de péage	- 796	- 1 768
commissions diverses	- 1 436	- 1 876
Perte sur stocks et créances	- 57 376	- 34 878
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>- 441 658</b>	<b>- 432 516</b>

**Fig. 59**

## 4.2. Méthode et éléments de calcul économique

La comptabilité analytique du concessionnaire permet de gérer un compte de résultat séparé par centre de profit.

Les charges directes sont affectées au centre de profit qui les supporte et les charges indirectes, issue des centres de coûts (frais généraux, résultat exceptionnel, résultat financier), sont réparties au prorata du produit net d'exploitation de chaque centre de profit.

## 4.3. Etat de variation du patrimoine immobilier

Pas de variation du patrimoine immobilier sur 2013.

## 4.4. Etat du programme d'investissement

Etat du programme d'investissement :

- Fin de la couverture du CASIER A, l'installation du réseau biogaz est programmée courant 2014
- Début des travaux d'aménagement d'une plateforme pour le projet de traitement des pneumatiques en vue de leur valorisation en tant que matériaux drainants dans le domaine des TP.

## 4.5. Autres dépenses de renouvellement

Les dépenses de renouvellement et acquisition pour 2013 :

- Acquisition d'une remorque SOCARI pour le transfert des déchets du CTTV DUCOS, montant de l'investissement 12.8MF.
- Acquisition de trois remorques FLIEGL pour le transfert des déchets, montant de l'investissement 37.5MF.
- Acquisition d'un broyeur de marque CRAMBO pour le broyage des déchets verts, montant de l'investissement 51.1MF.
- Acquisition d'une remorque porte caisson SAMRO, montant de l'investissement 12.8MF.

## 4.6. Inventaire des biens de retour

L'inventaire des biens de retour s'effectuera conformément à l'article 19 du contrat de concession.

## 4.7. Comptes prévisionnels d'exploitation

ANNEE	2014	2015	2016*	2017*	2018*
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	2 498 932	2 573 900	2 651 117	1 540 000	1 586 200
Charges de sous traitance externe et produits internes	-298 022	-303 982	-310 062	-316 263	-222 588
<b>PRODUIT NET D'EXPLOITATION</b>	2 200 911	2 269 918	2 341 056	1 223 737	1 363 612
Frais de personnel	-236 636	-241 369	-246 196	-251 120	-256 142
Consommables	-40 271	-41 077	-41 898	-42 736	-43 591
Frais d'entretien du matériel	-431 076	-439 698	-448 492	-457 461	-466 611
Autres coûts de matériel (assurance, location, crédit-bail)	-97 960	-99 919	-101 918	-103 956	-106 035
Ammortissements des actifs	-307 284	-305 059	-298 453	-338 598	-300 845
Autres charges opérationnelles (travaux, provisions)	-251 240	-256 265	-261 390	-266 618	-271 950
<b>MARGE BRUTE</b>	836 443	886 532	942 709	-236 753	-81 563
Frais généraux	-475 725	-485 239	-494 944	-504 843	-264 940
<b>MARGE OPERATIONELLE</b>	360 718	401 293	447 765	-741 596	-346 503
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0
<b>EBIT</b>	360 718	401 293	447 765	-741 596	-346 503
Résultat financier	0	0	0	0	0
<b>RESULTAT COURANT</b>	360 718	401 293	447 765	-741 596	-346 503
Impôt sur les bénéfices	-108 215	-120 388	-134 329		
<b>RESULTAT NET</b>	252 503	280 905	313 435	-741 596	-346 503

\* Les budgets prévisionnels 2016, 2017 et 2018 prennent en compte une valorisation de 2% hors dotation des actifs et provisions

Le CA est évalué avec une hausse d'environ 3%

**Fig. 60**

## 4.8. Engagement à incidence financière

La CSP a souscrit une garantie financière à hauteur 524 515 152 CFP à compter du 24 mai 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2014.

L'objet de cette garantie est la prise en charge, en cas de défaillance avérée de la CSP, des dépenses liées à :

- Surveillance du site
- Intervention en cas d'accident ou de pollution
- La remise en état du site après exploitation
- La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.



## 4.9. Etat des recettes accessoires

L'activité déchets verts n'a généré aucune recette supplémentaire en 2013.

Cette activité, suite aux modifications induites dans le schéma de la filière par la réhabilitation du site de Ducos, n'est plus prévue sur ce site. Un nouveau projet est en cours d'élaboration, englobant notamment d'autres problématiques telles que celle des boues de station d'épuration. La CSP recherche toujours un terrain pour le proposer au SIGN afin de pouvoir faire avancer ce dossier, elle est malgré tout en attente d'information de la part du syndicat qui de son côté, doit contractuellement mettre à disposition du concessionnaire les assiettes foncières nécessaires aux activités déléguées. La décision d'intégrer ou non les boues dans un procédé de co-compostage est toujours en attente de décision de la part des institutions.

## 5. BILAN ENVIRONNEMENTAL

### 5.1. Drainage et traitement des lixiviats

Les lixiviats collectés sur le site de Ducos sont transférés pour traitement par l'osmose inverse sur le site de Gadji.

Pour le site de Gadji, l'annexe 2 reprend les données de 2013.  
7 564 m<sup>3</sup> ont été traités.



### 5.2. Drainage et traitement des biogaz

Sur le site de Ducos, le gisement de biogaz n'est pas suffisant pour que la torchère fonctionne. Ces réseaux sont donc placés sous surveillance.

A Gadji, la zone réhabilitée est aussi équipée. Toutefois, comme à Ducos, le gisement n'est pas suffisant pour faire fonctionner l'installation de la torchère. La mise en place d'un réseau sur le casier A à la suite de sa réhabilitation devrait permettre sa mise en route. Les travaux de mise en place du réseau de collecte des biogaz sont programmés pour un démarrage mi-2014.



**Vue 16**



**Vue 17**

## 5.3. Consommations

Suite au prolongement de l'occupation des anciens locaux et de leur rétrocession, et dans l'attente des travaux de cette entité, qui sont retardés, l'aire de lavage de la CSP reste mise à disposition pour le lavage des bennes à ordures ménagères de collecte du titulaire du contrat de collecte de la Ville de Nouméa, expliquant le maintien des consommations sur Ducos. De plus, la consommation électrique de Ducos est globalisée, car refacturé au forfait à l'occupant désigné pour l'année.

### 5.3.1 Eau

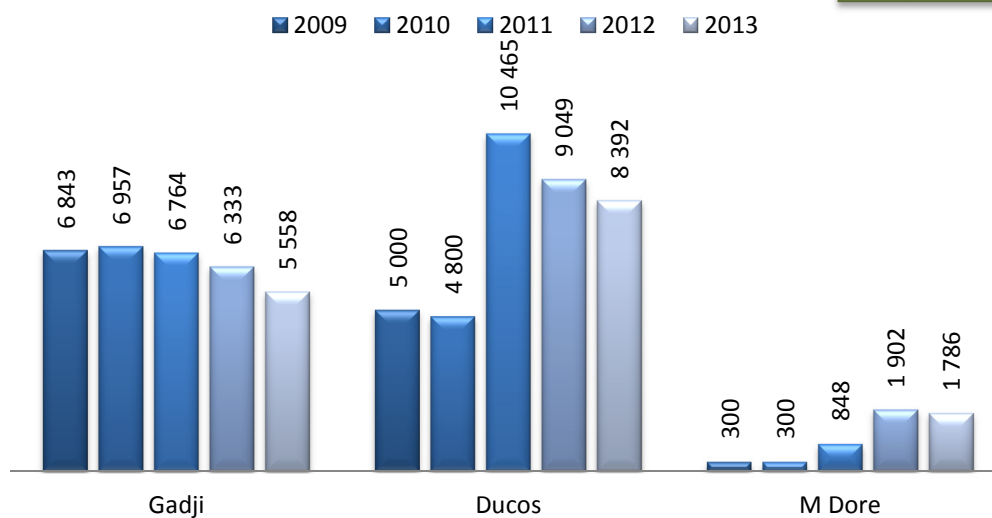
- Ducos : 8 392 m<sup>3</sup>, en légère baisse par rapport à 2012
- Gadji : 5 558 m<sup>3</sup>, consommation en baisse.
- Mont Dore : 1 786 m<sup>3</sup>, comparable à 2012.

La figure reprend le suivi des consommations d'eau sur les 5 dernières années. Les raisons des évolutions sont reprises dans les rapports précédents.



### Consommation eau

Fig. 61



## 5.3.2 Electricité

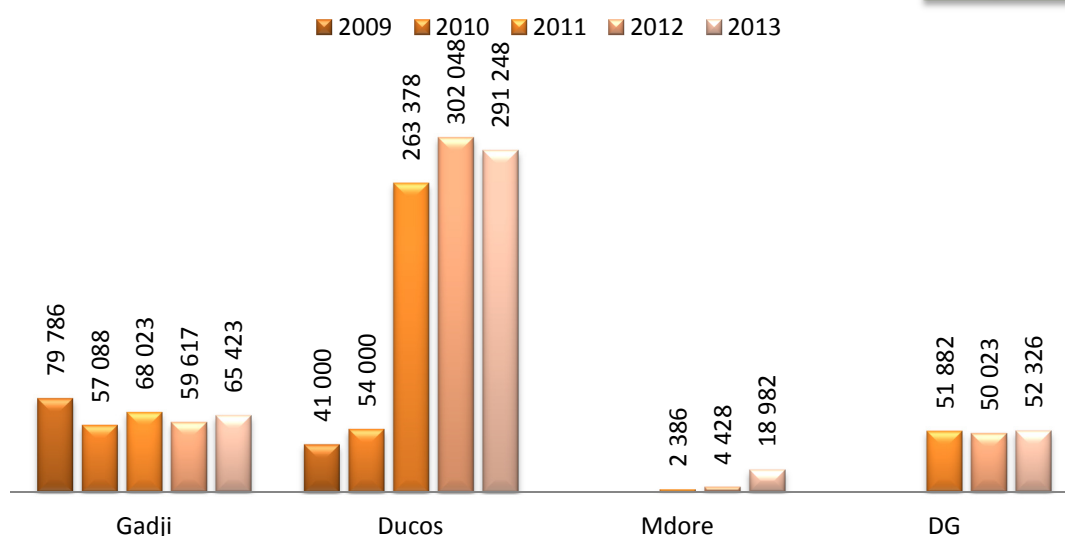
- Ducos : 291 248 kW/h au global, en très légère baisse par rapport à 2012.
- Gadji: 65 423 kW/h : légère augmentation du fait d'une extension de la plage horaire de fonctionnement de la rampe anti-odeur en raison de plaintes récurrentes de l'hôtel RIVELAND.
- Mont Dore : 18 982 kW/h : en nette augmentation, du fait de la mise en service des installations et des équipements du nouveau QAV (bureaux d'accueil, pont bascule, éclairage...)
- Direction Générale : 52 326 kW/h : comparable à l'année précédente du fait d'un effectif et fonctionnement équivalents.



La figure « consommation électrique » reprend ces données sur les 5 dernières années.

## Consommation électrique

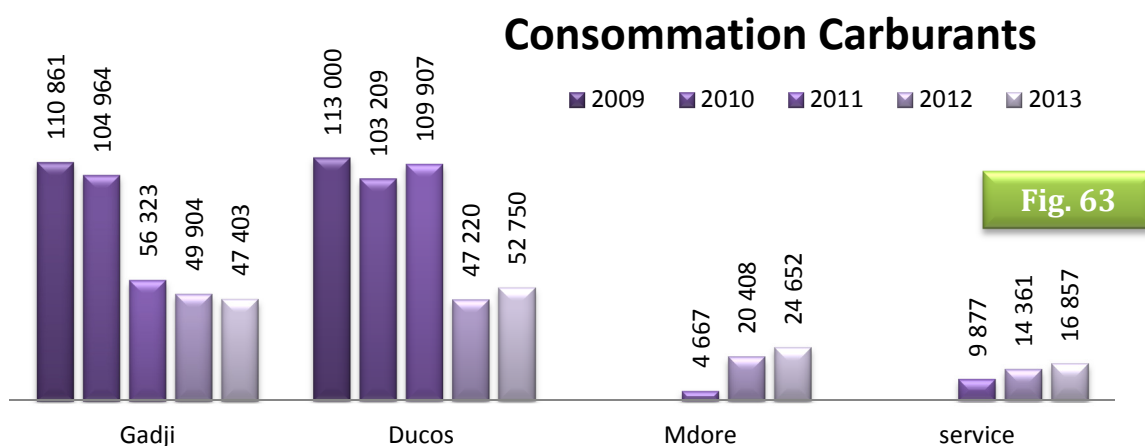
Fig. 62



## 5.3.3 Carburants

Le graphique présenté plus bas reprend le suivi de ces données sur les 5 dernières années.

- Ducos : 52 750 litres de carburant consommé (hors sous-traitance), dont 4750 litres pour le fonctionnement des matériels internes et 48 000 litres pour le transfert et les engins CSP.
- Gadji : 47 403 litres, dont 21 403 litres alloués au fonctionnement de l'unité autonome d'osmose inverse.
- Mont Dore : 24 652 litres.
- Services : regroupe tous les véhicules de fonction et de service, ainsi que les petits matériels d'entretien : 16 857 litres.



## 5.3.4 Kilométrage parcouru

En 2013, 6 638 tours de gros porteurs (sous-traitance complète) ont été réalisés pour transférer les déchets depuis Ducos (à environ 12,85 tonnes de moyenne, soit un total de 85 317 tonnes transférées, freinte soustraite) pour près de 278 796 kms parcourus. S'ajoutent 2 889 tonnes transférés directement en caissons depuis Ducos, représentant environ 17 000 kms. Environ 30 000 kms supplémentaires ont été parcourus pour les transferts du Mont Dore, que ce soit en sous-traitance ou en interne. Si le kilométrage effectué entre Ducos et Gadji a très légèrement diminué en raison d'une baisse des tonnages captés à Ducos, celui-ci a fortement augmenté entre le Mont-Dore et Gadji du fait d'une montée en puissance des tonnages captés par le QAV du Mont-Dore.



## 6. CONDITIONS D'EXECUTION DU SERVICE PUBLIC

### 6.1. Horaires d'accueil du public

ISD de Gadji :	de 6h00 à 18h00 du Lundi au Samedi
QAV de Gadji :	de 6h00 à 18h00 du Lundi au Dimanche
Ducos :	de 6h30 à 17h00 du Lundi au Dimanche
QAV La coulée :	de 6h30 à 17h00 du Lundi au Dimanche.

Seul le 1<sup>er</sup> mai est un jour de fermeture.

Les différents quais d'apport volontaire connaissent des affluences variables, notamment les dimanches. Suite à différents projets d'ouverture d'autres quais, une modification des plages horaires d'ouverture pourra être envisagée sur ces sites.

### 6.2. Réclamations

Gadji : les réclamations enregistrées à Gadji concernent uniquement les plaintes de l'hôtel RIVELAND pour nuisances olfactives. Aucune réclamation pour des faits similaires de la part d'autres riverains n'a été enregistrée.

Ducos : Aucune réclamation concernant l'exploitation n'a été enregistrée en 2013

Quelques réclamations ont été enregistrées au niveau de la facturation, souvent issues de mauvaises imputations au niveau du pont bascule. (Non transmission des actes de cession de véhicules, sous-traitance non déclarée ou erreurs de saisie). Ces plaintes sont réglées au cas par cas.

Le suivi des incidents est toujours actif (cf. annexe 8). Il a permis de mettre en lumière certains dysfonctionnements internes qui sont réglés au fur et à mesure mais aussi de nombreux dysfonctionnements issus des usagers, particuliers ou industriels (comportement, méconnaissance des procédures, manque d'information, fraude, non-respect des règles de sécurité ou d'exploitation, casse matériel accidentelle ou intentionnelle). Ces informations sont éventuellement transmises au cas par cas au SIGN. Elles ont pu faire l'objet de dépôts de plaintes auprès de la justice. La CSP, afin de protéger ses salariés et les biens, a généralisé le gardiennage de jour les weekends et jours fériés, en plus du gardiennage de nuit déjà effectif.



Il est à noter que les dépôts sauvages sont en diminution mais restent encore visibles aux alentours des sites, principalement à Ducos. Des passerelles ont été établies entre la CSP et les gardes champêtres afin de remédier à ces problématiques.

## 6.3. Communication

Dans la continuité de l'année précédente et au-delà des documents réglementaires, commerciaux ou contractuels exigibles, la CSP a maintenu son programme d'information destiné aux usagers. Malgré un contrat ne prévoyant pas cet aspect, la CSP prend en charge intégralement ces opérations, le SIGN ne souhaitant toujours pas y participer mais étant néanmoins intéressé pour bénéficier des supports édités.

Profitant de son 25<sup>ème</sup> anniversaire, la CSP a par ailleurs organisé une journée portes ouvertes le 23 novembre 2013 sur les sites de Gadji et Ducos, avec visite guidée. Si la participation du public et des institutions, avec une absence remarquée du concédant, à cet événement est resté faible, les retours de la part des visiteurs et des médias ont prouvé le bien-fondé de ce type d'opération. Il est prévu de la renouveler annuellement.

Concernant le site de Mont Dore, après une invitation lancée auprès du SIGN pour procéder à une inauguration du site en association avec les institutions et les autorités coutumières concernées mais qui a été classée sans suite, la CSP a décidé d'organiser une journée portes ouvertes sur le site le 11 décembre.

L'annexe 26 reprend le dossier de presse de ces opérations.

## 7. DISTRIBUTION

Corps du document :	71 pages numérotées
Annexe 1 :	3 pages
Annexe 2 :	42 pages
Annexe 3 :	56 pages
Annexe 4 :	2 pages
Annexe 5 :	12 pages
Annexe 6 :	62 pages
Annexe 7 :	45 pages
Annexe 8 :	2 pages
Annexe 9 :	154 pages
Annexe 10 :	122 pages
Annexe 11 :	76 pages
Annexe 12 :	216 pages
Annexe 13 :	2 pages
Annexe 14 :	14 pages
Annexe 15 :	17 pages
Annexe 16 :	75 pages
Annexe 17 :	1 page
Annexe 18 :	11 pages
Annexe 19 :	13 pages
Annexe 20 :	8 pages
Annexe 21 :	76 pages
Annexe 22 :	78 pages
Annexe 23 :	27 pages
Annexe 24 :	30 pages
Annexe 25 :	35 pages
Annexe 26 :	12 pages

Diffusion des exemplaires :

1 exemplaire : SIGN

La CSP se réserve le droit de diffuser ultérieurement le présent document.

4 exemplaires : CSP.

Toute reproduction ou utilisation, partielle ou totale, de l'ensemble du document, y compris ses annexes et photos, ne pourra se faire sans l'autorisation expresse de la CSP.

Crédits photos : Studio 212 FBP pour CSP, tous droits réservés, © Photo Fred Payet

## 8. TABLE DES FIGURES

Fig. a :	Résumé des faits marquants principaux 2013
Fig. b :	Chiffres clés 2013
Fig. c :	Statistiques ISEE
Fig. 1 :	Suivi des effectifs CSP 2006 – 2013
Fig. 2 :	Evolution des effectifs et sous-traitants 2006 – 2013
Fig. 3 :	Organigramme de la CSP 2013
Fig. 4 :	Tableau de synthèse des évolutions réglementaires
Fig. 5 :	Journal de marche du site de Ducos
Fig. 6 :	Répartition des tonnages traités
Fig. 7. :	Evolution des tonnages (2012 - 2013)
Fig. 8 :	Evolution des tonnages sur 6 ans
Fig. 9 :	Répartition des tonnages ménagers par commune 2013
Fig. 10 :	Evolution des tonnages ménagers par commune sur 6 ans
Fig. 11 :	Evolution des tonnages ménagers par commune (2012-2013)
Fig. 12 :	Nouméa : Evolution des tonnages sur 5 ans
Fig. 13 :	Nouméa : répartition des tonnages 2013
Fig. 14 :	Nouméa : répartition des tonnages 2012
Fig. 15 :	Nouméa : Evolution des tonnages (2012 – 2013)
Fig. 16 :	Païta : Evolution des tonnages sur 5 ans
Fig. 17 :	Païta : répartition des tonnages 2013
Fig. 18 :	Païta : répartition des tonnages 2012
Fig. 19 :	Païta : Evolution des tonnages (2012 – 2013)
Fig. 20 :	Dumbéa : Evolution des tonnages sur 5 ans
Fig. 21 :	Dumbéa : répartition des tonnages 2013
Fig. 22 :	Dumbéa : répartition des tonnages 2012
Fig. 23 :	Dumbéa : Evolution des tonnages (2012 – 2013)
Fig. 24 :	Mont Dore : Evolution des tonnages sur 5 ans
Fig. 25 :	Mont Dore : répartition des tonnages 2013
Fig. 26 :	Mont Dore : répartition des tonnages 2012
Fig. 27 :	Mont Dore : Evolution des tonnages (2012 – 2013)
Fig. 28 :	Répartition par site 2013
Fig. 29 :	Répartition par site 2012
Fig. 30 :	Migration entre sites
Fig. 31 :	Ducos – répartition par type de déchets 2013
Fig. 32 :	Ducos – répartition par type de déchets 2012
Fig. 33 :	Ducos – répartition par catégorie de déchets 2013
Fig. 34 :	Ducos – répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 35 :	Ducos – répartition des clients 2013
Fig. 36 :	Ducos – répartition des clients 2012
Fig. 37 :	Gadji – répartition par type de déchets 2013
Fig. 38 :	Gadji – répartition par type de déchets 2012
Fig. 39 :	Gadji – répartition par catégorie de déchets 2013
Fig. 40 :	Gadji – répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 41 :	La Coulée – répartition par catégorie de déchets 2013

Fig. 42 :	La Coulée – répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 43 :	Comparatif et évolution des déchets du SIGN 2007 à 2013
Fig. 44 :	SIGN - répartition par catégorie de déchets 2013
Fig. 45 :	SIGN - répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 46 :	SIGN - répartition par type de déchets 2013
Fig. 47 :	SIGN - répartition par type de déchets 2012
Fig. 48 :	SIGN – morphologie des données cumulées depuis 2007
Fig. 49 :	SIGN – Moyenne et écart type depuis 2007
Fig. 50 :	SIGN – Tendance depuis 2008
Fig. 51 :	SIGN – Tendance par déchets depuis 2007
Fig. 52 :	Déchets industriels - répartition par type de déchets 2013
Fig. 53 :	Déchets industriels - répartition par type de déchets 2012
Fig. 54 :	Répartition déchets industriels – déchets ménagers - 2013
Fig. 55 :	Répartition déchets industriels – déchets ménagers – 2012
Fig. 56 :	Répartition par traitement
Fig. 57 :	Répartition par valorisation
Fig. 58 :	Comptes annuels de résultats 2013 – 2012
Fig. 59 :	Détail des autres charges opérationnelles
Fig. 60 :	Comptes prévisionnels à 5 ans.
Fig. 61 :	Suivi pluriannuelle de la consommation en eau
Fig. 62 :	Suivi pluriannuelle de la consommation électrique
Fig. 63 :	Suivi pluriannuelle de la consommation en carburants

## 9. TABLE DES ILLUSTRATIONS

Vue a :	CSP FIDELIO – salariés et activités
Vue b :	Visuel de communication presse
Vue c :	Gadji - Vue sur les pneus valorisés mis en place dans le casier C
Vue d :	Ducos – QAV – Benne encombrants
Vue 1 :	Gadji – décembre 2012
Vue 2 :	Ducos – décembre 2012
Vue 3 :	Mont Dore – Le quai d’apport volontaire
Vue 4 :	Ducos - Pont Bascule
Vue 5 :	Mont Dore - Porteur et bennes
Vue 6 :	Gadji - Broyage de pneus
Vue 7 :	Formation du personnel
Vue 8 :	Ducos – Incendie sur le CET réhabilité
Vue 9 :	Gadji – quai de déchargement
Vue 10 :	Gadji – Quai d’apport volontaire
Vue 11 :	Ducos – Dock de transfert
Vue 12 :	Mont Dore – Pont Bascule
Vue 13 :	Ducos – Benne de cartons
Vue 14 :	Piézomètre
Vue 15 :	Ducos – vue aérienne de l’environnement industriel
Vue 16 :	Gadji – l’osmose inverse
Vue 17 :	Gadji – Vue aérienne osmose inverse
Vue 18 :	Transfert en fond mouvant.
Vue 19 :	Ducos - Agent du pont bascule

## 10. ANNEXES

- Annexe 1 : Extrait du contrat de concession
- Annexe 2 : Rapport annuel d'activité 2012 – DENV (compléments sur CD ROM)
- Annexe 3 : Rapport de Fin de Travaux, couverture du casier A
- Annexe 4 : Arrêté de mise en demeure - Activité de traitement des pneus
- Annexe 5 : Rapport de fin de travaux « Remise en état de la Station de dépotage des déchets liquides biodégradables »
- Annexe 6 : Rapport de Fin de Travaux « assainissement périphérique de la fosse à boues réhabilitée »
- Annexe 7 : Rapport de fin de travaux « Aménagement du QAV et réhabilitation du CET du Mont-Dore »
- Annexe 8 : Fichier récapitulatif des « incidents » clientèle
- Annexe 9 : Dossier de demande d'agrément en province Sud « Activité de traitement des DEEE sur le site de Ducos »
- Annexe 10 : Dossier de déclaration ICPE « Activité de traitement des DEEE sur le site de Ducos »
- Annexe 11 : Porter à Connaissance « Prise en compte du biogaz dans la couverture définitive du casier A »
- Annexe 12 : Dossier de demande d'agrément « Activité de traitement des pneus sur l'ISD de Gadji »
- Annexe 13 : Porter à Connaissance « Mise en place d'un quai supplémentaire au QAV du Mont-Dore »
- Annexe 14 : Fiches incidents DENV – DUCOS
- Annexe 15 : Fiches incidents DENV – GADJI
- Annexe 16 : Rapport annuel 2012
- Annexe 17 : Arrêté Provincial d'agrément de la CSP pour le traitement des pneus
- Annexe 18 : Convention de partenariat avec la société SHRED-X pour la valorisation des papiers et cartons
- Annexe 19 : Convention de partenariat avec les associations caritatives Le Secours Catholique et Saint Vincent de Paul pour la valorisation des vêtements
- Annexe 20 : Rapport d'auto-surveillance Gadji réhabilité
- Annexe 21 : Rapport d'auto-surveillance Ducos CET
- Annexe 22 : Rapport d'auto-surveillance Ducos CTTV
- Annexe 23 : Rapport d'auto-surveillance Mont Dore
- Annexe 24 : Synthèse des comptes rendus de visite ICPE et réponses
- Annexe 25 : Synthèse des relevés de conclusions des réunions de suivi d'avancement des travaux de la CSP – DENV – SIGN
- Annexe 26 : Dossier de presse « Journée Portes Ouvertes - 25 ans de la CSP »